

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

SAMEDI 27  
DIMANCHE  
28  
MARS  
1976

N° 146

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## SNCF

Les directions  
syndicales appel-  
lent à la reprise

### LES CHEMINOTS EN COLÈRE S'INTERROGENT.

Les dirigeants syndicaux tenants du Programme Commun ont, toute la journée d'hier, joué leur va-tout contre la grève des cheminots.

Toute l'énergie nécessaire pour faire céder le pouvoir la SNCF sur les salaires a été dépensée par ces messieurs pour endiguer le développement de l'action de masse des cheminots.

Jeudi soir, 25 régions SNCF sur 25 étaient en lutte sans compter les centraux... Vendredi soir, seuls quelques centres tenaient encore, calomniés par la bourgeoisie, assaillis de coups de fil furieux des Fédéraux pressés d'en finir !

#### COMMENT EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

En fait, dès mercredi, dans le même temps où ils développaient de manière continue leur action, les cheminots craignaient pour leur lutte ! Les responsables syndicaux à la dévotion du Programme Commun et le P«c»F ont fait presque partout substituer le vote des 48 h de grève nationale à la reconduction de 24 h en 24 h de la grève illimitée entamée sur de nombreux centres...

Comme pour la grève des postiers en 74 et déjà celle des cheminots en 71, les responsables révisionnistes ont pratiqué la même intoxication que la bourgeoisie : téléphonant de centre à centre pour annoncer un flux de reprises (parfois pas encore votées en fait !), ils encerclaient de cette décourageante rumeur les secteurs combattifs. Au point d'accuser Nantes ou Rouen à la reprise, dans l'écoeurement...

suite p. 5

## PEUGEOT (Mandeure)



### «CE QU'IL FAUDRAIT C'EST RÉOCCUPER »

Peugeot Mandeure 17 heures. «Ce n'est pas parce que les portières sont ouvertes que le conflit est terminé ! C'est ainsi que débutait ce matin le meeting qui réunissait les grévistes des cycles Peugeot devant l'usine.

été remplacés depuis hier par quelques dizaines de flics. Les cadres sont restés dans les bureaux. Ce matin, il y avait bien peu de travailleurs venus reprendre le travail. Le tract diffusé par le «comité pour la dégense de la liberté du travail» (comité constitué spontanément d'après la direction) qui

disait simplement : «Les portières sont maintenant ouvertes et même si quelques apostrophes vous accueillent, n'hésitez pas à reprendre votre poste de travail» était déchiré en mille morceaux par les travailleurs.

suite p. 4

Rhone  
Poulec  
Chauny

Explosion  
d'une  
cuve  
d'acide :  
1 MORT  
1 DISPARU

## Giscard en Alsace LA RÉFORME EN VOYAGE

Giscard promettait mercredi soir, à la télévision qu'il serait moins silencieux : il s'y met dès dimanche puisqu'il va en Alsace, pour parler du sort des régions frontalières, des collectivités locales (régionalisation), et, accessoirement, pour inaugurer le tunnel de Ste Marie aux Mines. En voyage ou pas, la réforme, c'est toujours du vent.

voir p. 3

A partir de lundi, notre nouvelle enquête :  
HOPITAUX,  
LAMÉDECINE  
ALACHAINE

## Liban

### FRANGIÉ TENTE DE RAMEUTER SES TROUPES

Cerné dans le dernier réduit de la droite pro-américaine, le président de la république Soleiman Frangié refusait toujours, hier soir, de donner une démission sans laquelle il n'est pas de cessez-le-feu possible pour mettre fin aux combats. Sur le plan politique, son isolement s'est encore accru, avec notamment la réponse qui lui a faite un des 19 députés chrétiens qu'il avait convoqués ; celui-ci lui a nettement indiqué que seule sa démission pourrait mettre «les dirigeants chrétiens et musulmans en mesure de refaire l'unité du pays». Venant d'un homme qui a, à la même occasion, montré sa volonté de «contrer la gauche», cette déclaration confirme que le conflit n'est pas, dans son essence, confessionnel, mais politique. suite p. 7



Les phalangistes ont perdu leur position-clé de l'hôtel «Holiday Inn».

#### SOMMAIRE :

- Ce qu'on fait manger aux Français -P2-
- Le Conseil d'Etat d'accord pour quadriller la France -P3-
- Sénégal : Senghor à la recherche de son opposition -P9-

# ENQUÊTE

## CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

### (23) DES CONCLUSIONS ET DES QUESTIONS

Au terme de notre enquête sur «ce qu'on fait manger aux Français», nous pouvons dégager quelques conclusions :

—La transformation capitaliste des conditions de vie des travailleurs (urbanisation, allongement du temps de transport, journée continue, feux continus, travail des femmes, intensification du travail) impose une transformation des habitudes alimentaires : généralisation des conserves, des surgelés, des plats pré-cuisinés... On est trop fatigué pour faire de la cuisine, ou on n'a pas le temps : on ouvre une conserve : on va au super-marché faire ses provisions pour la semaine : il faut que ça se conserve.

—Pour assurer «l'intendance de la croissance», à l'époque gaulliste, la bourgeoisie a transformé le secteur agro-alimentaire dans le sens d'une socialisation accrue : intégration en agriculture et en élevage, concentration

des industries alimentaires, chaînes de distribution... Les petits producteurs, comme les éleveurs de porcs ou de veaux, contrôlés «en amont» et «en aval» par les grandes firmes du genre Sanders, perdent toute indépendance pour devenir des rouages dans cette grande machine à produire la nourriture.

—Au niveau de l'alimentation, la paupérisation des travailleurs s'est traduite par la dégradation des produits (le vin «neutralisé», le beurre et les œufs remplacés par la tartrazine...), la hausse des prix plus rapide que celle des salaires qui oblige à recourir à des produits de qualité médiocre ou «de substitution» (le rôti de dindonneau) ; et surtout une dégradation des conditions mêmes du repas : la queue au self qui ne laisse qu'un quart d'heure pour engloutir le repas avant de repartir trimmer, le sidérurgiste en 3x8 qui manquera le repas de famille le midi ou le soir...

—Le mythe de la «société de consommation» a fait faillite devant la discor-

dance croissante entre les discours et la paupérisation vécue par les masses. La conseillère ménagère de Montrapon en témoigne : bien des ménages doivent se priver même sur l'alimentation. Avec la crise, la bourgeoisie tente de justifier de nouvelles atteintes à notre pouvoir d'achat, de nouvelles restrictions de la consommation, par une soi-disant priorité à la qualité de la vie : consommez moins pour consommer mieux, c'est ce que nous conseille la secrétaire d'Etat à la consommation, c'est ce que nous suggère même la publicité (les choses simples, on peut toujours compter dessus...)

Mais ce «modèle de crise» ne prend pas : dans le peuple, la révolte grandit contre ce qu'on fait manger aux Français : pour tous, il devient clair, comme le disait l'ouvrier-pâtisier, que «c'est le capitalisme qui empêche de faire de la bonne cuisine pour les ouvriers.»

C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE DE LA DEGRADATION DE LA QUALITE DE NOTRE ALIMENTATION.

D'autres questions se posent maintenant : Comment lutter pour l'alimentation ?

Quelle sera la politique alimentaire d'une France socialiste ? Nous essayons d'en dégager quelques éléments à partir du constat de la situation aujourd'hui, et des idées des travailleurs sur cette question. Mais de toute évidence, tout n'a pas été dit sur ce sujet, de nombreuses questions restent ouvertes. Le débat doit se poursuivre parmi les travailleurs. Tout montre que ceux-ci s'en emparent : nous avons reçu des dizaines de lettres, des pages de notre enquête sont affichées dans des panneaux syndicaux et dans la cuisine de certaines familles populaires. Le débat est loin d'être clos, le Quotidien du Peuple le poursuivra.

Paul GAUVIN

## COMMENT NOUS MANGERONS DANS LA FRANCE SOCIALISTE

Poussé par la nécessité de nourrir au moindre prix la grande masse d'ouvriers dont il a besoin, le capitalisme a augmenté considérablement la productivité du secteur alimentaire. Cela bien sûr par soif du profit, et non pour mettre à la disposition du peuple une nourriture abondante, agréable et de qualité. De là tous les méfaits dénoncés par les paysans, les ouvriers de l'alimentation, les employés des super-marchés : abus d'insecticides dans les cultures, d'hormones ou d'antibiotiques dans l'élevage, de colorants et de produits peu avouables dans l'industrie alimentaire, pratiques douteuses dans le commerce... Des conséquences néfastes de ces pratiques, la bourgeoisie se soucie d'autant moins qu'elle se sait condamnée comme classe dominante, et qu'elle est incapable de voir plus loin que le bout de ses dividendes. Peu lui importent les générations futures...

### PLUS ET MIEUX

Tous ces méfaits, et la dégradation qui s'ensuit de la qualité de la nourriture, provoquent parfois l'idée que «c'était mieux avant», qu'il vaudrait mieux en revenir aux anciennes méthodes... Mais cela peut-il être notre point de vue ? Ce que nous voulons, c'est que tous puissent disposer d'une nourriture abondante, saine, agréable, nourrissante. «Mais, diront les partisans du vieux monde, vous ne parviendrez jamais à produire des produits de meilleure qualité sans augmenter le prix de revient, ni à approvisionner ainsi 50 millions de Français». Mais peuvent-ils nous donner des leçons d'économie, ceux dont la «logique» aboutit à jeter aux fossés des tonnes de pommes de terre, de choux-fleurs ou de fruits, à laisser pourrir sur place des récoltes, à envoyer à l'alambic les meilleurs crus du midi viticole, plutôt que de les vendre à bon marché ? Et surtout, comment pourraient-ils soupçonner les capacités d'invention créatrice du peuple, eux qui l'oppriment et l'exploitent ?

C'est leur logique, la logique du profit, qui a établi cette contradiction entre quantité et qualité. Ce qui permet de rompre cette logique absurde, c'est le socialisme, c'est l'unité réalisée entre les travailleurs des villes et ceux de la campagne. Animés par le souci de produire dans l'intérêt du peuple, les paysans développeront leurs initiatives mille fois mieux qu'ils ne le peuvent maintenant, enchaînés qu'ils sont par les trusts agro-alimentaires. En collaborant avec les ouvriers, ils sauront par exemple trouver les engrais, les insecticides qui ne présentent aucun danger pour la santé.

### PRODUIRE POUR SERVIR LE PEUPLE

Et de même à tous les niveaux de la production. Ce qui rend possible une telle

alliance, une telle volonté chez les travailleurs de l'alimentation (paysans, ouvriers, employés) de «servir le peuple», c'est précisément cette socialisation de la production alimentaire qu'a réalisée le capitalisme à son profit : ce faisant, il a rapproché la condition de ces travailleurs de celle des prolétaires. Auparavant, le petit paysan, le petit commerçant se souciaient de la qualité pour s'attacher une clientèle. Le paysan «intégré», l'ouvrier des laiteries Saint-Hubert, le cuisinier de la cantine de la SNECMA, l'ouvrier-pâtisier, l'employée du Mammouth, l'ouvrier-boucher se soucient de la qualité, non pour leur profit personnel, mais parce qu'ils se savent frères de classe du travailleur, de la ménagère qui consomme leur produit.

Sous le socialisme, c'est ce même souci qui incitera les travailleurs du commerce, par exemple, à aller enquêter dans les quartiers, pour savoir de quels produits ont besoin les travailleurs, pour adapter leurs horaires à ceux des ouvriers, etc...

### DE NOUVEAUX RAPPORTS ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE

C'est l'alliance ouvriers-paysans qui permettra les contacts directs entre la ville et la campagne. Avec ces rapports nouveaux (préfigurés par les ventes directes que font les paysans à la porte des usines en grève) plus de place pour les circuits compliqués, les «intermédiaires» et autres parasites ! Les organisations de quartier s'approvisionneront directement auprès des unités de production agricole, selon des prix planifiés. Le socialisme uniformisera-t-il l'alimentation, ou, au contraire, favorisera-t-il la diversité des cuisines régionales ? La «standardisation» actuelle de la cuisine provient pour une part de la volonté de rentabilisation du capitalisme : quelques matières premières de large diffusion, quelques gestes toujours pareils... Mais le dépérissement des traditions culinaires régionales est aussi lié à la liquidation des campagnes par le capitalisme. Le socialisme, au contraire, rendra la vie aux régions du «désert français». Il permettra de remettre à l'honneur les saveurs du terroir, les traditions culinaires du peuple.

### PRISE EN CHARGE COLLECTIVE DU REPAS ET LIBERATION DE LA FEMME

Dans la société capitaliste, la socialisation de la production alimentaire, loin d'alléger le travail des ménages, a pour but de rendre supportables les horaires et les cadences imposés aux travailleurs par la «croissance» à la capitaliste. Sous le socialisme, elle sera un facteur de libération. C'est une excellente chose que la femme ne soit plus obligée de passer plusieurs heures de sa journée dans les boutiques et à ses fourneaux. La

nourriture, le repas ne seront plus l'affaire d'un «foyer» replié sur lui-même, mais une tâche prise en charge par la collectivité. De même, les formes de restauration collective pourront être développées, à l'usine, dans les quartiers : outre l'économie de travail ainsi

réalisée, cela permettra de lutter contre «l'égoïsme familial», favorisera les échanges entre familles, entre générations, entre travailleurs de différentes branches... Le repas retrouvera ainsi, transformée et enrichie, une fonction sociale qu'il avait dans la France paysanne et que la société bourgeoise lui a fait perdre.

Non, le choix n'est pas entre une «société industrielle» que nous devrions accepter en bloc, avec ses tares, ou refuser en bloc, pour «le retour à la Nature», pour un hypothétique «An 01». Le choix, il est entre le pouvoir de la bourgeoisie et le pouvoir des ouvriers et des paysans. Nous avons choisi !



## Nantes : opération «radis»

Travailleurs des villes et travailleurs des campagnes à la recherche d'une liaison plus profonde. (extraits d'une correspondance).

Depuis un an environ, on voit les premières expériences de culture collective ouvriers-paysans, dans la région de Nantes. Avec les paysans de La Chapelle sur Erdre et un petit groupe d'habitants des quartiers nord : pour la solidarité financière contre la répression qui s'abat sur les petits paysans, un champ de pommes de terre est semencé, cultivé et récolté en commun, puis il y a vente dans le quartier.

[...]

A la rentrée, la balle est relancée par un groupe de maraichers du canton du Loroux-Bottereau... Tandis que les mandataires et intermédiaires divers font des fortunes à coups de téléphone, pour les producteurs il vaut mieux parfois laisser pourrir sur pied plutôt que récolter et vendre à perte... Du côté consommateurs, le contact s'étend à l'ensemble des syndicats familiaux.

Le week-end du 6 mars, ce sont de 70 à 80 personnes, en majorité des femmes de différents quartiers qui se retrouvent dans un champ de radis avec des maraichers de la Chapelle Basse-Mer pour la récolte. Ventes dans 3 endroits sur Nantes aussitôt, à 0,90 F la botte de radis. Un franc succès. Les ouvriers de deux usines en grève au même moment, Chantelle et Saunier-Duval, proposent une poursuite de l'action en réclamant la venue des paysans. Ceux-ci sont invités à s'exprimer au cours d'un meeting devant les portes à l'occasion d'un débrayage. Ils en profitent pour élargir la solidarité au problème des viticulteurs du midi et rencontrent une large compréhension.

### NOTRE PROCHAINE ENQUÊTE

HÔPITAUX : LA MÉDECINE À LA CHAÎNE

Dès lundi prochain, nous aborderons, dans les colonnes du Quotidien du Peuple la question des hôpitaux :

Entassés, mal soignés, rafistolés au plus vite pour les remettre au travail, tel est le sort quotidien que la bourgeoisie réserve aux travailleurs malades.

Pour faire le point sur ce scandale, sur ce qu'est la médecine de classe, sur le rôle que les hospitaliers peuvent jouer. En partant des aspirations des travailleurs, pour commencer à tracer la perspective de la société socialiste, donnons largement la parole aux travailleurs ! Envoyez-nous vos témoignages, vos correspondances, pour enrichir l'enquête !

P. Pujol

# POLITIQUE

## GISCARD EN ALSACE : LA RÉFORME EN VOYAGE

*Giscard promettait mercredi soir à la télévision qu'il serait moins silencieux : il s'y met dès dimanche puisqu'il va en Alsace, pour parler du sort des régions frontalières, des collectivités locales (régionalisation), et, accessoirement, pour inaugurer le tunnel de Ste Marie aux Mines.*

L'intérêt de la bourgeoisie française pour l'Alsace tient à la place particulière de cette région, face à l'Allemagne de l'Ouest, et sa province le Bade-Wurtemberg. Le conseil économique et social réclamait récemment qu'un effort soit fait pour remédier aux déséquilibres avec les pays voisins. A cet égard, l'Alsace est particulièrement exemplaire, puisqu'elle est de plus dominée par l'économie ouest-allemande. Un chiffre est, pour le montrer, significatif : c'est celui des 30.000 travailleurs frontaliers qui travaillent en Allemagne ou en Suisse, en

habitant en Alsace.

Mais, cependant, il serait trop facile pour la bourgeoisie française de faire porter les maux de l'Alsace sur le voisin capitaliste plus riche. Les problèmes que connaissent les travailleurs alsaciens aujourd'hui ont en effet le même nom que ceux des autres travailleurs français. Et, au premier rang, il y a le chômage, pour lequel l'Alsace occupe une des premières places, avec 23.000 chômeurs officiels, sans compter le chômage partiel. Le manque de travail est lui aussi à la source du départ pour

l'Allemagne des travailleurs frontaliers, qui, dans certains endroits, sont jusqu'à 1 sur 5.

Le gouvernement fait bien miroiter les 120.000 à 130.000 emplois que fera naître - dans combien de temps ? - la liaison fluviale Rhin-Rhône dont Giscard décidait, en novembre, le démarrage.

Mais, il est clair que cette opération aura pour effet d'aggraver encore la dépendance de la région alsacienne à vis de l'Allemagne. C'est une opération de régionalisation capitaliste à replacer dans le cadre de la concurrence entre les bourgeoisies allemande et française. La liaison fluviale Rhin-Rhône est, rappelons-le, concurrente de la liaison Rhin-Main-Danube. A ce titre, donc, ce n'est pas l'intérêt des masses populaires qui est pris en compte.

Et, de plus en plus, les travailleurs alsaciens ont saisi qu'il fallait défendre leurs intérêts par les luttes : à General Motors à Strasbourg, dans les luttes nombreuses contre les cadences, ou encore dans la mobilisation de masse contre les mesures antidémocratiques prises en Allemagne, qui ont vu des manifestations communes franco-allemandes.

De même, la population de Ste Marie aux Mines, là où Giscard va inaugurer le tunnel a mené la lutte contre les conséquences de l'ouverture de ce tunnel (diminution d'emplois, environnement). L'Alsace, classée région « sage » dans l'échiquier politique bourgeois, saura recevoir, par ses manifestations et protestations, le président de la république.

Paul LEFORT

### ÉLECTIONS MUNICIPALES

## LE PS SE PRÉPARE

Le PS prépare les municipales de 1977. Il interdit CERES de Chevènement, de tenir une réunion particulière sur les municipales (rappelons que le CERES défend à l'intérieur du PS les mêmes positions que le PCF sur les municipales), il vient de prononcer l'exclusion d'une dizaine de membres du PS, qui, aux cantonales, n'ont pas respecté les consignes centrales. C'est en particulier le cas du maire de Perpignan, Paul Alduy, qui, au second tour, avait refusé de se présenter pour ne pas devoir son élection aux voix du PCF. Mitterrand, qui s'y connaît puisqu'il s'est déjà renié plus d'une fois sur mainte question, a déclaré « l'honneur consiste à respecter ses engagements ».

Le PS précise aussi ses conceptions sur les candidatures uniques de la gauche. Mitterrand, dans « l'Uni-

té » du 26 mars, exhorte ses camarades à résister « aux pressions abusives » du PCF, et il préconise la candidature unique seulement pour les villes de 30.000 habitants.

Quant aux autres, l'état major du PS espère bien, partout où c'est possible, établir des listes sans faire appel aux révisionnistes. Le cas de Lille et de Marseille est déjà connu, où le PS envisage de présenter des listes sans membres du PCF, et sans « centristes » de la majorité, lesquels ont été récemment expulsés des majorités municipales des deux villes.

Ainsi, à peine le succès des cantonales digéré, les concurrences et les luttes internes à la gauche reparaissent. Un congrès extraordinaire du PS est en préparation pour définir une tactique précise pour ces municipales.

### PROSTITUTION :

## Un rapport qui embarrasse

*La « mission » que Giscard avait confiée au juge Pinot était un de ces gadgets que prise tant le régime giscardien. Elle répondait à la montée du mouvement des prostituées. Depuis, ce mouvement s'est curieusement tu... Pinot, lui, a fait, ce qu'on lui avait demandé, mais son rapport, remis en janvier restait dans l'oubli. C'est une « indiscretion » qui l'a fait parvenir au « Monde ».*

Dans ses grandes lignes, le rapport vise à donner un certain nombre de garanties et de sécurités aux prostituées, en écartant la réouverture des maisons closes, y compris, sous leur variante moderne, les Eros Center allemands. Ce qui revient à reprendre certaines des revendications exprimées par les prostituées lors de leurs Etats généraux : plus d'amende pour « raccolage passif », suppression de la contrainte par corps en matière fiscale. Sur le proxénétisme, dont M. Pinot explique que ce n'était pas l'objet de son travail, il n'est envisagé qu'une répression fiscale accrue. Un projet « libéral », en quelque sorte, allant jusqu'à tolérer certaines formes de

proxénétisme, ce qui ne changerait pas grand chose à la situation de fait actuelle.

Le gouvernement a fait le secret autour de ce rapport. Pour son caractère « libéral » ? Il peut effectivement gêner certaines composantes de la majorité, quoiqu'il ne remette pas en cause l'énorme rentrée d'argent que consuit la prostitution, à la fois pour les partis bourgeois, par « milieu » interposé et pour l'Etat. Il semble surtout que dans la mesure où le proxénétisme paraît avoir repris le dessus dans la révolte des prostituées, le gouvernement préférerait « oublier » cette affaire, et cet aspect supplémentaire, bien particulier, de la crise.

## PROGRAMME COMMUN ...

## A DROITE AUSSI !

*Les journées parlementaires des R.I à Nice se termineront aujourd'hui en présence de Chirac nouvellement promu coordinateur des partis de la coalition présidentielle. La « majorité » se trouve ainsi dotée d'un chef pour les prochaines batailles électorales, pour assurer leur cohésion il leur manquait encore un programme politique. C'est ce que Fourcade a proposé hier à Nice.*

Bon gré mal gré, les parlementaires giscardiens ont dû accepter de se ranger sous la houlette de Chirac, puisque tel en avait décidé Giscard.

Pour autant, les rivalités internes n'ont pas magique-

ment disparu du simple fait de la désignation de Chirac, elles seront seulement plus feutrées. Les querelles prendront désormais une autre forme, mais la lutte restera vive entre formations, et à l'intérieur même des forma-

tions pour la désignation des candidats aux prochaines élections, et sur les principaux points de divergence, comme la question européenne.

Pour atténuer ces divergences et présenter un front commun en face de l'union de la gauche, Giscard a décidé de la dotation d'un programme commun. Fourcade semble devoir jouer un rôle important dans la coordination des différents partis, annonçant jeudi à l'assemblée des R.I. que Chirac avait notamment pour mission de diriger l'élaboration par une

commission regroupant les formations de la coalition gouvernementale « d'un document écrit précis, situant la France par rapport à ses voisins et précisant les perspectives de son développement ».

Hier, Giscard faisait annoncer une « réflexion ouverte et collective sur un choix de société » ce qui confirme son intention de ressouder les rangs de la majorité sur un programme, tant en vue des prochaines élections que pour disposer dans l'immédiat d'une majorité parlementaire unie. Telle est l'intention, pour les résultats, c'est beaucoup moins évident. Même si les brèches les plus apparentes sont colmatées, les effets de la crise politique sur cette coalition en quête d'un projet politique mobilisateur, continueront de se faire sentir. Guichard interviewé hier à 13 - 14 sur Radio France ne cachait pas son désenchantement : « j'espère que la majorité retrouvera une espèce d'unité d'action » devait-il dire sans conviction.

Un seul chef, un seul programme, ceci peut permettre aux partis de la majorité parlementaire de limiter les dégâts aux élections, ils ne les mettront pas à l'abri du mouvement des masses.



Le « coordinateur » n'était pas là... mais c'était, il y a deux ans.

### PAYER POUR GARDER SON PERMIS ?

C'est ce qui nous attend si, comme l'a annoncé avant-hier Michel Fève, directeur des routes, le permis de conduire nouvelle formule est adopté. « Les textes sont prêts », explique-t-il. S'ils reprennent les projets annoncés en octobre, le permis de conduire perdra son caractère permanent : chaque titulaire se verra accréditer un total de « points », qu'on lui retirera petit à petit en cas d'infraction. Principe tout à fait louable, mais qui prend une autre signification lorsqu'on sait que le seul moyen de « racheter » des points sera de suivre des « stages de recyclage », plus ou moins intensifs, et, en tout cas, payants. Il ne sera pas trop difficile aux porte-feuilles bien remplis de se refaire un permis vierge.

### UN RÉFÉRENDUM SUR LE LIBÉRALISME :

*Dans le cadre d'un projet unique - ou uni, selon Poniowski - que les partis de droite s'approprient à publier, il apparaît qu'un document a déjà été rédigé par Giscard, définissant la « société libérale avancée ». On se doute qu'une telle définition ne dépassera pas les grandes lignes fumeuses qui parcourent les discours habi-*

*tuels du président. Mais la classe politique, de l'union de la gauche à l'union de la droite, s'agite pour savoir si Giscard proposera ce texte à l'approbation d'un référendum. L'Elysée, par son porte-parole, a fait démentir que Giscard ait jamais eu une idée pareille. Alors, pourquoi M. Dominati fait-il courir ce bruit ?*

● Ponia la rage : C'est particulièrement dépité que Poniowski a commenté les propos de Mitterrand. Il les a qualifiés de « bêtes » et « méchants ». Bêtes, dit-il, parce que ce sont des « insultes personnelles ». Méchants, parce que, selon lui, ils étaient « inexacts et injustes ».

● Bruay : Dans l'affaire du meurtre de Brigitte Dewèvre, le juge Capelle s'est déclaré incompetent. Les parents de la petite Brigitte assassinée ont fait appel. L'affaire passera de nouveau devant la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Douai.

# LUTTES OUVRIERES

## Peugeot (Mandeure)

Suite de la une

# "CE QU'IL FAUDRAIT, C'EST REOCCUPER"

Non, le conflit n'est pas terminé. «On va continuer le combat jusqu'à la victoire» nous a dit un travailleur. A la suite du meeting, les travailleurs se sont réunis devant la portière centrale, face aux flics. Déployant les banderoles, ils lancent leurs mots d'ordre : «Non aux licenciements», «Peugeot doit payer». Une manifestation s'organise ensuite qui ira dans toute la ville, dans les cités, pour informer et demander le soutien de la population. En revenant, on passe devant la portière du «70», là où se trouvent les stocks des pots d'échappement, les pièces dont Peugeot a besoin pour les automobiles de Sochaux. La manifestation se dirige vers l'entrée et pénètre dans la

cour de l'usine. La porte est ouverte, toute la manifestation rentre dans l'immense atelier. Les voix résonnent. La détermination est renforcée d'être à nouveau dedans. «Peugeot, salaud - le peuple aura ta peau», «Nos 300F», «Tous unis nous vaincrons», scandent les travailleurs dans les allées de l'atelier...

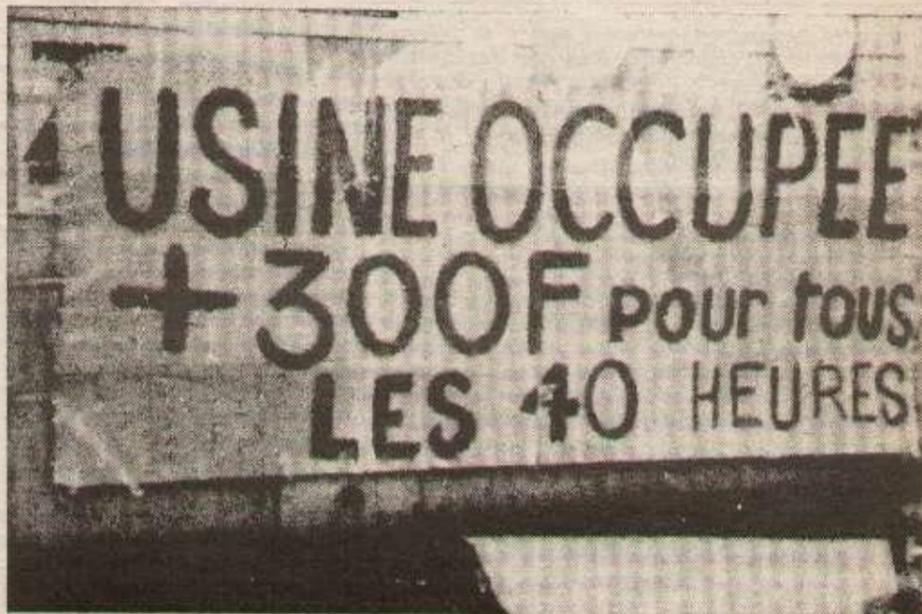
Une délégation syndicale est formée pour obtenir un entretien avec la direction. Refus de celle-ci. Pour elle, c'est simple, les portes sont ouvertes, le travail doit reprendre.

Mais c'est vraiment compter sans la détermination des grévistes qui est grande. Les problèmes, cependant, ce sont les centaines de travail-

leurs qui n'ont pas repris le travail, et ne sont pas non plus présents devant l'usine dans la lutte. «Comment les toucher ? Comment les amener à lutter avec nous ?» C'est la question que se posent les grévistes. Des voitures sonores sillonnent le quartier pour populariser la lutte. Des manifestations ont été organisées aujourd'hui à Valentigney et à Montbéliard.

«C'est bien» a dit un travailleur immigré tout à l'heure devant l'usine. «Mais avec les portes ouvertes, les gars risquent de reprendre peu à peu». «Ce qu'il faudrait, c'est réoccuper». Cette idée, elle est dans la tête de beaucoup.

Corr. Besançon



La police protège la sortie de l'usine Peugeot... du commando de nervis recrutés par le patron pour attaquer les grévistes lors du mouvement d'avril 1973.

## L'ARSENAL RÉPRESSIF DE LA MAISON PEUGEOT

« Peugeot, c'est la répression » disent les travailleurs, unanimes. C'est d'abord un personnel d'encadrement où se retrouvent, pêle-mêle, UDR, supplétifs de la police, la CFT...

Tous les jours, devant l'usine de Beaulieu, ils rôdent deux par deux, pointant les allées et venues du piquet de grève, repérant les travailleurs combattifs. Il ne reste plus à Peugeot qu'à achever la besogne, en expédiant les lettres de licenciement. 45 ont été envoyées à ce jour. Et ce n'est pas fini, la direction l'a promis.

sation des heures chômées. Et voilà maintenant que Peugeot balance 45 gars. Alors, ça, non, jamais ! »

Il faut comprendre «l'ambiance» Peugeot pour comprendre la profonde révolte des ouvriers des Cycles. Même les plus hésitants des travailleurs, ceux qui craignent cette répression, ne rentreront pas. « Rentrer aujourd'hui, disent-ils, c'est être encore plus mal traités qu'avant ».

3 semaines de lutte ont affaibli le budget des travailleurs. Tenir, c'est aujourd'hui, multiplier les collectes. A Sochaux, on a vu des camarades de l'emboutissage-nord donner jusqu'à 50 F, 100 F même... suivons cet exemple.

Pour envoyer vos fonds  
compte commun  
CGT-CFDT  
12 2135 45 - CMDP -  
25 - Mandeure

● **Augmentation du SMIC qui passera à 8 francs de l'heure à partir du 1<sup>er</sup> avril. Il n'y a pas que le SMIC à augmenter, les prix alimentaires ont augmenté de 1% environ au mois de février.**

● **FUSION D'ALSTHOM ET DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE**

Bien entendu, cette fusion va se faire sur le dos des travailleurs qui, à terme, peuvent voir leur emploi menacé. Les contrats de travail ne sont en effet pas les mêmes entre les deux entreprises et d'énormes disparités vont apparaître. Les sections syndicales CFDT des deux entreprises ont établi des contacts pour pouvoir mettre sur pied la même politique syndicale dans toutes les unités du futur groupe.

### HALTE A LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE AUX AGP !

Aux AGP (premier groupe privé français d'assurances), la Direction s'apprête à effectuer de nouvelles retenues sur les salaires des délégués pour «dépassement de crédits d'heures de délégation». Elle va ainsi récidiver son mauvais coup puisqu'elle avait déjà amputé les paies du mois de février de dix militants CFDT et CGT pour le même motif (retenues allant de 300 à 1200 F.).

La section CFDT a largement sensibilisé le personnel sur les atteintes de plus en plus graves portées aux libertés syndicales par la direction des AGP, notamment lors de 2 journées «portes ouvertes». Dans la lutte globale que la CFDT mène pour faire échec à l'anti-syndicalisme primaire de M. Pagezy, PDG du Groupe, vient s'ajouter un élément. La CFDT a assigné en correctionnelle M. Pagezy et De Bary, respectivement PDG et Directeur des Relations Sociales pour entrave aux libertés syndicales.

L'affaire remonte au 25 septembre 1975. Ce jour-là, une information CFDT/CGT relative aux condamnations à mort prononcées en Espagne et apposée dans les panneaux syndicaux CFDT était censurée par la direction, laquelle apposait un cache (papier blanc collé) sur la vitre des panneaux syndicaux CFDT, prétextant le «caractère politique» de l'information. Elle mettait la CFDT devant le fait accompli, demandant ensuite aux responsables CFDT d'enlever l'affiche, après quoi elle enlèverait son «cache» !

Il s'agissait là d'une atteinte intolérable à la liberté d'information dans l'entreprise que la CFDT ne pouvait admettre. C'est dans ce sens qu'elle décidait d'engager une action juridique. Le procès se déroulera le 9 juin devant la 12<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris.

Section Syndicale CFDT-AGP

Peugeot, c'est l'intox. Tous les jours, à Sochaux, la direction diffuse aux ouvriers ses feuilles d'information sur le conflit des Cycles. La même propagande est déversée dans les quartiers populaires. Pour le reste, les communiqués patronaux trouveront toujours droit de cité dans les colonnes de «l'Est Républicain»...

Peugeot, c'est le bain. Depuis plus de six mois, l'usine des Cycles est en pleine modernisation ; il en coûtera un milliard trois cent millions de francs. Pour les ouvriers, c'est, suivant les ateliers, le ralentissement de l'activité et le chômage partiel non indemnisé ou les cadences abrutissantes. Jean, 38 ans, 13 ans de boîte, travaille au «70» : « depuis six mois, je laisse tomber le casse-croûte pour faire la production. Huit jours avant la grève, on a été appelé à 17 dans le bureau. Ils nous ont piqué 100 à 150 F sur la paye pour «activité insuffisante». Il me restait 1 500 F pile. Faut savoir ça pour comprendre pourquoi j'occupe mon usine. On ne reprendra pas sans garanties sur la baisse des cadences et sur la compen-

### Une milice patronale PEUGEOT

Extraits du livre de Claude Angeli (Ed. Maspéro)

Peugeot, c'est aussi une longue tradition de paternalisme triomphant. En 1935, pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la maison, «Monsieur» Robert fait distribuer à ses employés une jolie brochure. On y vante en ces termes les mérites de sa firme qui «organisa le sol natal pour assurer la sécurité et le bien-être (...) aux milliers de familles qui venaient grossir la population du pays». Mieux encore, ces notations poétiques : «Dans la vie quotidienne des travailleurs, Peugeot fit pénétrer le soleil en donnant son aide matérielle et morale à tous ceux qui lui apportaient leur labeur».

Ce soleil ne brillait pas pour tout le monde : avant la dernière guerre, les syndicats n'avaient même pas droit de cité chez eux. Et l'ouvrier licencié par Peugeot comme «agitateur» n'avait plus qu'à quitter la région : il lui était impossible d'y retrouver du travail.

Pendant l'occupation allemande, le «corporatisme» de l'Etat du maréchal Pétain convenait bien à Peugeot. La direction fit alors imprimer et distribuer des cartes postales pour vanter les charmes de cette période sans grève et sans syndicat. L'une d'elle représente une séance de travail de la «Commission sociale» de l'usine Peugeot qui se tient en présence de la direction, sous le portrait du maréchal Pétain. Au dos, cette légende : «L'expérience a montré que partout où les hommes de bonne foi se réunissent pour une explication loyale et franche, les oppositions s'atténuent, les malentendus disparaissent, l'accord s'établit, dans l'estime d'abord, dans l'amitié ensuite (...)».

# LUTTES OUVRIERES

## SNCF Les directions syndicales appellent à la reprise LES CHEMINOTS EN COLÈRE S'INTERROGENT

### RÉCLAMER DES COMPTES

Les cheminots sont amenés à reprendre sans un pouce de plus que ce que prévoyait l'accord signé par les jaunes de FO et de la FGAAC.

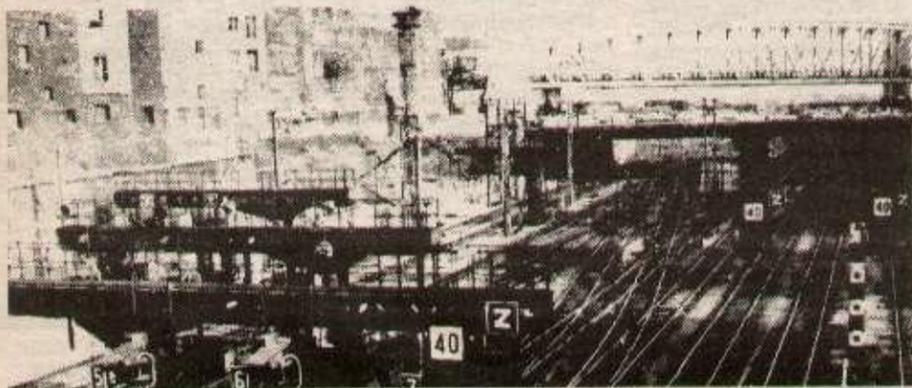
Ça ne peut plus durer ! Les odieuses paroles des dirigeants P«C» et PS de la CGT et de la CFDT restent aux oreilles des cheminots : «Il faut recréer un rapport de force pour de dures batailles à venir». «On ne pouvait pas s'abandonner à des actions minoritaires»...

Le chantage à l'«action minoritaire», les travailleurs y ont été soumis de manière incessante par la propagande réactionnaire conjointe du pouvoir, de la direction SNCF et des gens de l'Union de la Gauche dans les syndicats. Tous se sont appuyés sur les hésitations de cheminots à prendre en charge seuls, la lutte envers et contre tout. Ce qui est en jeu dans cette grève bafouée, c'est la nécessité pour les travailleurs de construire dans les entreprises, dans les syndicats, leur autonomie contre le révisionnisme.

Il faut en finir avec ces reprises manigancées, ces tendances à la capitulation.

Pour défendre et développer ses luttes, la classe ouvrière a besoin d'une politique révolutionnaire qui règle leurs comptes aux liquidateurs façon Programme Commun...

La montée de cette volonté ouvrière de passer à l'offensive contre la crise, ne s'affirmera qu'à cette condition.



## Lip CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE

La période Neuschwaner est finie. La direction actuelle le sent bien : pas une semaine, pas un jour presque, sans un débrayage contre les conditions de travail, contre les classifications !

Si aujourd'hui, tous les ateliers se mobilisent, c'est que cela ne peut plus durer. Ce n'est pas le discours de Giscard qui y fera quoi que ce soit. La direction sait que sa situation ne s'arrange pas : les montres se vendent mal, et après les réductions d'horaires, d'autres mesures sont en préparation.

C'est pour cela qu'elle a choisi le premier prétexte pour infliger un avertissement à notre camarade Henri Breniaux, délégué CFDT.

Il nous faut riposter au coup par coup ! Quel succès pour la direction si cet avertissement est maintenu : ce serait le premier depuis notre lutte victorieuse.

La direction prétend sanctionner un délégué de la mécanique par un avertissement, assorti de menaces de licenciement à la moindre incartade. Le prétexte : il aurait dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas à un directeur qui est bien connu pour ses amabilités avec le personnel de son atelier !

Plusieurs cadres de chez Lip ont repris un comportement inadmissible avec les ouvriers. Cette arrogance, nous ne l'admettons pas et d'autant moins qu'elle vient d'individus qu'on n'a pas vu lutter avec nous pour la réembauche de tous les Lip.

Mais pour le patron, ça doit être une chose nor-

male, ça doit faire partie de l'autorité. Tandis que le fait, pour un ouvrier de protester là-contre, serait une faute grave !

Nous donner les moyens de vaincre

- contre les déqualifications,
- contre les pertes de salaire,
- contre les licenciements éventuels,
- c'est refuser toute atteinte contre les

syndicalistes, contre les travailleurs. Voilà pourquoi nous imposerons le retrait de cet avertissement et la levée de toute sanction.

Déjà, à la mécanique, ses camarades ont pris l'initiative d'une pétition pour exiger le retrait de l'avertissement.

Cellule Fernand Yveton (LIP) du P.C.R. (M-I)

### Etablissements Georges (Amiens)

● En grève depuis 15 jours contre les salaires de misère

● La CEMA participe au Comité de Soutien

Depuis près de 15 jours, les 60 ouvriers des Etablissements Georges, à Amiens, sont en grève pour :

- 230 F
- le 13<sup>e</sup> mois
- une prime de transport

Les ouvriers sont tous unis : OS, OP, monteurs, les employés de bureau, tout le monde se bat pour ces revendications et il n'est pas question de céder. C'est en assemblée générale que les décisions sont votées : panneaux, collectes, poursuite de la grève...etc... Un comité de grève est élu pour négocier, c'est le seul représentant des ouvriers.

#### UN PETIT PATRON TETU ET DE GROS PROFITS

Les négociations sont figées, le patron refuse de recevoir le comité de grève. Aujourd'hui, il est absent. C'est pour lui un principe de

ne pas négocier avec les ouvriers.

Quant aux ouvriers, des salaires de misère : 1400F pour un OS, 1600F pour un OP, 1800F pour un PI et 2000F pour un P3. Aucun avantage.

#### LA LANTERNE ROUGE DE LA ZONE INDUSTRIELLE D'AMIENS

En attendant les négociations, on organise la solidarité : faire l'unité autour de nous. Les travailleurs de Georges sont les seuls en grève à Amiens. Autour d'eux peut se créer l'unité. Pour populariser la lutte, ils font une affiche, tirée par les étudiants qui occupent leur fac, ils tirent un tract, ils font des collectes. Les étudiants créent un Comité de Soutien pour les faire. Les travailleurs du Parisien Libéré sont venus

## Nantes : Il faudra en tirer les conséquences.

Pour la première fois depuis 1971, la grève avait été très suivie à Nantes. Les piquets de grève étaient organisés par roulement, les trains de voyageurs arrêtés, les cheminots se mettant sur les voies et étant régulièrement délogés par les flics. Les assemblées générales étaient comblées. La direction réussissait seulement à faire rouler trois trains par jour entre Nantes et Paris conduits par des chefs. Les gars sentaient que c'était le moment de tenir. Pourtant à Nantes comme ailleurs, le travail a repris ce soir. Pourquoi ?

### UN VIF MÉCONTENTEMENT DES CHEMINOTS. UNE POSITION D'ATTENTE DES FÉDÉRATIONS SYNDICALES

Les nombreuses grévettes de 24 h, échelonnées régulièrement tous les deux ou trois mois soulevaient de moins en moins l'enthousiasme. La date des accords salariaux s'avancant, et les propositions de la SNCF étant nulles, hormis une tentative de division des roulants par le grade T 5, le mécontentement des cheminots s'est rapidement accentué. La branche roulant étant directement touchée, les fédérations CGT et CFDT décident de lâcher les rênes et laissent l'initiative de l'action aux syndicats de base.

Sur Nantes, l'unité se fait alors rapidement entre les différents syndicats, FGAAC et FO compris, pour démarrer une grève jeudi à 0 h.. L'action se mène alors activement, l'ensemble des autres catégories de personnel se joignant au mouvement mardi 23 au matin.

Mercredi soir, on apprenait la signature de l'accord salarial par 5 organisations syndicales, montrant une fois de plus quel est leur camp. A ce moment là, les fédérations CFDT et CGT lancent un mot d'ordre de grève de 48 h. La définition de cette action de 48 h, jette un froid à l'assemblée générale de jeudi matin, car elle tranche avec les 24 h. reconductibles décidées par les travailleurs.

### APRÈS LA SIGNATURE DE L'ACCORD PAR LES SYNDICATS «RESPONSABLES»

Un terme semble donc déjà être mis par les fédérations à l'action. Les cheminots commencent à se poser des questions. Les fédérations vont-elles comme en 71 saborder la lutte à son moment le plus fort ou vont-elles laisser se développer l'initiative à la base, comme elles semblaient le faire jusqu'à présent ?

Les discussions s'engagent. « De toutes façons, on ne pourra pas continuer tous seuls à Nantes ». « Siles fédés veulent nous faire reprendre, elles y arriveront. De toutes façons, ce sera comme d'habitude. Les gars du PC dans la CGT ne s'opposent jamais à un mot d'ordre de leur fédération ». « D'accord, mais un syndicat, c'est quand même la base, c'est pas que les fédérations. Si on veut continuer, ils seront bien obligés de nous suivre ». « Ce qu'il faut, c'est leur montrer qu'on veut tenir, c'est participer le plus possible aux piquets de grève ».

Les discussions se sont prolongées toute la journée sur le rôle des syndicats, sur les relations entre les fédérations et la base, sur les relations partis-syndicats.

Dans la journée, les pres-

sions se précisent. Prétextant le manque de mobilisation des cheminots et la reprise de certains dépôts, les fédérations appellent ouvertement à la reprise. La fédé CFDT n'hésite pas à annoncer faussement que Paris-Nord a repris, alors que 5 mn avant, nous les avions au téléphone et qu'ils se disaient favorables à la continuation. C'est tous les quarts d'heure qu'on nous annonce ainsi la reprise d'un dépôt, d'une ville.

Nous prenons alors la position unitaire d'appeler fermement à la continuation de l'action, et nous prenons les moyens de divulguer notre position directement aux autres dépôts. L'assemblée générale de jeudi soir confirme cette position.

Le vendredi matin, les fédés CGT et CFDT nous apprennent que si nous continuons, nous serons seuls dans l'action. C'est donc sous ces pressions que les syndicats décident d'appeler à la reprise vendredi soir.

Le mécontentement est grand. Certains parlent de monter aux fédés pour « leur chauffer les oreilles ». Chez la plupart, la question principale qui se pose, c'est : comment la base peut-elle s'imposer.

Un conseiller général révisionniste qui voulait faire un discours après le meeting a dû s'arrêter, la salle s'étant complètement vidée.

Comment l'action va-t-elle pouvoir redémarrer ? « Certainement avec la journée d'action du 7 avril », pensent beaucoup. Dans tous les cas, il faudra tirer les conséquences de la lutte, y compris dans les syndicats.

corres. SNCF Nantes

### A «Rond-Point»

MONT St MARTIN - LONGWY -

## IMPOSONS L'EMBAUCHE DÉFINITIVE

Depuis un an, la politique du contrat se généralise aux coopérateurs et dans le commerce. Les travailleurs, avec le syndicat CGT (40 % de syndiqués CGT) luttent contre deux licenciements à venir. Ils luttent pour l'embauche définitive après la fin du contrat, pour la fin du mois. Ces deux personnes sous contrat sont des caissières. Une délégation de caissières s'est déjà rendue la semaine dernière à deux reprises auprès de la direction et celle-ci a répondu en disant : « ne vous plaignez pas, vous êtes en sur-effectif ». La grève a été décidée pour samedi avec tout le personnel du magasin avec pour revendications :

- embauche définitive et immédiate des gens sous contrat ;
- refus des contrats ;
- refus de la compression du personnel.

Il faut imposer l'embauche.

Pour cela, les travailleurs sont conscients qu'il faut faire l'unité avec les clients et il y a des actions spécifiques qui sont prévues dans ce sens.

Il a été décidé de mobiliser des jeunes en stage CUCEF (organisme chargé de la formation professionnelle) qui en ce moment font des stages dans différentes boîtes, mais gratuitement, en leur montrant que eux, ils sont chômeurs, ils ne demandent pas mieux que de trouver un emploi définitif là-dedans.

Il a été aussi décidé de faire des actions communes avec les APP, et ce sera l'occasion de faire l'unité travailleurs Rond-Point et travailleurs de la région, et notamment de la Sidérurgie.

VIE CHÈRE, CHÔMAGE, RÉPRESSION, UNITÉ CONTRE LES PATRONS !

corresp. Longwy

Amiens, le 25 mars 1976

# POLITIQUE

## LE GISCARDISME A L'ŒUVRE :

# AUSTERITE, CHOMAGE, REPRESSION...

C'est dans quelques jours que la synthèse du travail des commissions du VII<sup>e</sup> plan sera remise à Giscard. Le rapport passera ensuite au conseil économique et social, puis au Parlement. Plan d'austérité, cela ne fait aucun doute, comme en témoigne l'interview à un quotidien parisien du commissaire au plan, et la présentation qu'a faite à la presse Guy Verdell, rapporteur de la commission « consommation ».

### VII<sup>e</sup> PLAN

## L'austérité en marche

Pour Jean Ripert, commissaire général au plan, l'incertitude monétaire et économique actuelle fait que « le succès du plan est lié à celui de la bataille pour réduire l'inflation ». De cette bataille doit aussi dépendre le « retour au plein emploi ».

Seulement, retour au plein emploi, dans la bouche de ce technicien, cela ne veut pas dire suppression du chômage ! « 500 000 chômeurs... cela représenterait 2,5 % de la population active. **DANS BEAUCOUP DE PAYS, ON CONSIDERERAIT MÊME QU'IL S'AGIT D'UNE SITUATION DE SUREMPLI.** »

Que le chômage soit nécessaire, en régime capitaliste, est une chose évidente, pour ce M. Ripert. Les moyens à utiliser se précisent depuis que Chirac avait fait remarquer qu'un million de chômeurs, ce n'était pas irrémédiable, puisqu'il y avait deux millions de travailleurs immigrés. Dans le plan, cela

devient : « qu'il n'y ait plus de secteurs dans lesquels la façon normale de pourvoir aux emplois consiste à faire appel aux travailleurs immigrés ». L'autre aspect étant la démagogique campagne sur la revalorisation du travail manuel, étant bien entendu qu'un travail « revalorisé » n'est pas pour les travailleurs immigrés...

Maintien du chômage, mais aussi blocage des salaires, conformément au partage des « fruits de la reprise » qu'avait annoncé Giscard :

« les hommes et les femmes qui sont au travail aujourd'hui doivent accepter quelques sacrifices. Il faut peut-être accepter de ne pas revenir aux anciens horaires pour permettre des embauches supplémentaires » ! Bas salaires et chômage partiel, c'est ce qu'il faut attendre de la reprise, dit-on officiellement.

Mais de quelle reprise s'agit-il donc ? Celle de l'austérité !

Eric BRÉHAT

### CONDITION DES TRAVAILLEURS MANUELS

## Stoléro va chercher ses modèles en Allemagne

Lionel Stoléro, « Monsieur travail manuel », revient d'un voyage de plusieurs jours en Alsace et en RFA « première expérience de décentralisation gouvernementale en province ». A la recherche d'idées sur la « revalorisation du travail manuel », il a été demander conseil aux dirigeants syndicaux allemands qui ont accumulé une riche expérience en matière de collaboration de classes. Le « réalisme » des syndicats allemands l'a frappé. Voilà des syndicats qui acceptent le blocage des salaires, et qui marchent de bon cœur dans tous les pièges du gouvernement allemand, en particulier la cogestion. Stoléro voudrait bien importer un tel système en France, mais la combativité des travailleurs rend sa tâche autrement difficile.

Pour commencer, il annonce à grand fracas une expérience à l'usine Jaz de Wintzenheim (Haut-Rhin) la suppression du salaire à la tâche, le travail au « rythme naturel » payé selon la moyenne des salaires précédents.

L'expérience durera de 3 à 6 mois ; elle vise à diviser les travailleurs. En effet les travailleurs qui tenaient le rendement maximum vont voir leur salaire amputé et rabaisé au salaire moyen. C'est pourquoi les syndicalistes révolutionnaires qui réclament la suppression du salaire au rendement, réclament en même temps que le nouveau salaire soit calculé sur la base du rendement maximum.

Une autre des idées de Stoléro c'est de résorber le chômage en remplaçant les travailleurs immigrés dans les tâches les plus pénibles et sous payées, par des ouvriers français mieux payés. Ceci prépare l'opinion à un renvoi des immigrés, rendus responsables du chômage. Quant à l'augmentation des salaires des travailleurs manuels, de telles promesses ne sont pas nouvelles.

Il se peut que certaines catégories très limitées autour desquelles le gouvernement organiserait un vaste battage, soient augmentées.

De nombreuses luttes ces dernières années ont montré que les travailleurs manuels, ceux qui sont les plus exposés aux accidents du travail et aux maladies professionnelles refusaient de monnayer leur vie et leur santé contre des augmentations de salaires.

L'exigence des travailleurs ne se limite pas aux salaires, elle s'étend aux conditions de travail, à la sécurité, au rythme de travail imposés par le système.

● Roland Agret. 22 écrivains ont envoyé une lettre à Lecanuet pour demander la mise en liberté de Roland Agret, ce détenu accusé d'avoir fait tuer sa femme et qui a fait la grève de la faim aux Baumettes à Marseille.

### Préparer la sous-consommation

Le comité de la consommation, instance nouvelle dans la préparation du plan, envisage les choses sous un autre angle, d'une apparence plus anodine. « Il convient de reconnaître le progrès que constitue le consommateur organisé... de lui donner les moyens de devenir un partenaire économique responsable », affirme Guy Verdell, rapporteur du comité, qui en conclut la nécessité de donner un rôle accru aux organisations de consommateurs. Rôle accru qui ressemble fort à un désamorçage par avance de toute contestation éventuelle venant des organisations de consommateurs : il s'agirait de leur former des cadres ad hoc, d'accepter la présence de leurs représentants au conseil économique et social, garantie de leur

liberté d'expression (il était nécessaire de le préciser ?), bref de vouloir faire des organisations de consommateurs un rouage établi de la machine économique « libérale ».

Quand à la consommation elle-même, si le rapport reste dans la vague, il convient de rappeler les orientations définies par la toute nouvelle secrétaire d'Etat, Mme Scrivener : réduire les gaspillages, c'est-à-dire diminuer la consommation des masses...

Ne proposant rien de bien alléchant, Guy Verdell reconnaît qu'aucun « nouveau modèle de consommation ne semble s'être dégagé en France ». Il pourrait aussi bien ajouter que sa classe n'est capable de proposer aucun modèle de consommation crédible aux masses.

### INSÉCURITÉ DES FRANÇAIS

## Le Conseil d'Etat d'accord pour quadriller la France

Le Conseil d'Etat, consulté par le gouvernement, vient d'approuver une série de projets de loi extrêmement dangereux pour les libertés dans notre pays. Nous avions déjà parlé, dans le QdP, des projets de Poniatowski en matière de « sécurité des Français », à la suite du conseil de ministres du 25 février, où, rappelons-nous, le gouvernement avait profité du battage inouï autour du meurtre de Troyes pour annoncer les mesures dont on reparle aujourd'hui.

On connaît maintenant les précisions sur les textes des projets de loi qui seront approuvés en conseil des ministres puis transmis à la chambre d'enregistrement du parlement. Les mesures suivantes pourront alors s'appliquer :

- les opérations « coups de poing » sont légalisées à près coup. Toute voiture peut être impunément

fouillée.

- la vérification d'identité normalement interdite (sauf flagrant délit ou mandat) est légalisée.
- les pouvoirs des simples agents de police judiciaire sont étendus de façon exorbitante : ils peuvent fouiller les autos, ordonner une garde à vue, ce qui normalement se faisait jusqu'à maintenant uniquement sous contrôle

d'un officier de police judiciaire. Là encore le fait a précédé la légalité, mais c'est une nouvelle garantie qui saute.

- ceux qui refuseront de laisser visiter leur auto seront punis de 8 jours de prison et d'une amende de 160 à 600F.

- le port d'armes est sévèrement réprimé. Quiconque est trouvé irrégulièrement porteur d'armes de guerre, de tir, de foire, de salon, d'armes à feu de défense, d'armes blanches pourra être puni jusqu'à dix ans de prison si deux personnes sont prises ensemble, ou autrement de 1 à 5 ans.

- enfin, les peines sont aggravées pour les associations de malfaiteurs. D'autre part, pour les prisonniers, les permissions de sorties seront plus contrôlées, et soumises à l'autorisation du chef d'établissement (et non simplement le juge). Les réductions exceptionnelles de peine ne pourront être accordées qu'après avis du ministère public (magistrat représentant le gouvernement).

Ne nous y trompons pas, sous le prétexte de lutter contre le banditisme, les lois qui viennent d'être approuvées sont en fait des limitations de libertés

intolérables. Des garanties, qui existaient jusqu'alors sautent maintenant, légalisant l'action des forces de police qui était théoriquement illégale.

La bourgeoisie, ajuste donc sa loi au fait. Les risques que font courir ces nouvelles lois aux syndicalistes, aux révolutionnaires, aux simples manifestants sont énormes. La police, qui a l'habitude des provocations, se prépare à s'en servir lors d'aiguissement de la lutte de classes. Quant aux malfaiteurs professionnels, seuls ceux qui seront pris, et, de plus, convaincus d'être coupables, pourront pâtir de ces nouvelles mesures. Or, on sait que l'essentiel des crimes et des grands délits restent impunis faute de « découverte » des coupables.

Même le rapporteur au conseil d'Etat, J.C. Périer, homme de bonne bourgeoisie, a exprimé des réticences sur ces lois directement inspirées par le ministre de la police. Mais l'ensemble du conseil d'Etat, dirigé par l'ancien ministre de l'intérieur Frey a opiné. Il a entériné une nouvelle étape qui place notre pays sur la voie de l'Allemagne. Raison de plus pour lutter contre.

Paul LEFORT

### en bref... en bref...

● Pailleron : Les familles des victimes de l'incendie du CES Pailleron viennent de protester contre les lenteurs incroyables de la justice dans l'affaire. Le responsable de l'éducation nationale pour les constructions n'a même pas encore été entendu par la justice ! Trois ans après.

● attentat contre le psu : Un engin incendiaire a été jeté contre les locaux du PSU dans la nuit de jeudi à vendredi. Un début d'incendie a pu être maîtrisé. Sans doute l'action encore des nazillons qui sont tolérés par la police.

## NUCLÉAIRE

### L'EDF part en guerre contre le rapport du CNRS

On pouvait s'attendre à ce que l'EdF, principal maître d'œuvre du programme nucléaire français, réagisse au rapport officiel du CNRS le condamnant. C'est chose faite, et c'est édifiant : quand le CNRS conclut que le parc actuel devrait être considéré comme une présérie expérimentale, l'EdF répond que le parc est déjà trop important pour être considéré comme expérimental... ce qui élude complètement le problème et confirme la politique de « fait accompli » pratiquée par l'EDF. Pour ce qui est des dangers de rejet d'effluents radioactifs, l'EdF qui reconnaît ces rejets se contente d'indiquer

à propos du krypton, que la question ne se posera que vers l'an 2 000, et qu'on a le temps de voir d'ici là. Désinvolture révoltante !

Pendant ce temps, la centrale à neutrons rapides Super Phénix de Crest-Malleval n'est toujours pas construite, et certains experts de la commission du Marché Commun réunie à cet effet estime que toutes les précautions n'ont pas encore été prises. « contre les actions criminelles ». Ce n'est donc pas une effective protection contre la pollution qui est prévue, mais des barrages de gendarmes autour des centrales...

# INTERNATIONAL

## Liban

suite  
de la une

# FRANGIE TENTE DE RAMEUTER SES TROUPES

Le maintien à la tête de l'Etat libanais d'un homme farouchement opposé à l'intégration du Liban au monde arabe, décidé à contrer la liberté d'action de la Résistance Palestinienne dans le pays qui constitue sa principale base arrière, devient chaque jour plus inconcevable. Le rapport de forces militaires que les patriotes ont pu établir ces derniers jours n'est que la traduction de cette réalité politique.

Sur le plan militaire, la droite pro-américaine tente cependant de jouer son va-tout : un commandement unifié aurait été créée entre les forces des phalanges et les milices du ministre de l'intérieur Cha-

moun. Les factions réactionnaires de l'armée, désormais totalement coupées en deux, se seraient jointes à cet organisme militaire. On rapporte que, dans la montagne, où les forces patriotiques se sont lancés à l'assaut des bastions phalangistes traditionnels, des tanks auraient de la sorte été mis en mouvement contre elles.

Mais il ne semble pas que ces tentatives désespérées soient de nature à permettre à Frangie de redresser sa situation gravement compromise ; à moins qu'il l'espère d'une intervention extérieure, on ne voit pas d'où pourrait lui venir le salut.



30 mars :

# LES PALESTINIENS PREPARENT LA JOURNEE DE LA TERRE

Le comité de défense des terres arabes a renouvelé son mot d'ordre de grève générale pour le 30 mars prochain. Une réunion de notables palestiniens avait été convoquée en Galilée pour se prononcer sur la grève qu'ils ont repoussé à la majorité. Cependant, une manifestation, importante entou-

rait le lieu de la réunion et les manifestants huèrent les notables lorsqu'ils sortirent. Après quoi, ils attaquèrent les forces de police. C'est la première manifestation en territoire occupé depuis 1948 et en dépit du vote des notables le signe que la mobilisation est entière contre l'occupant sioniste.

A l'approche du 30 mars, celui-ci multiplie les menaces : outre les pressions exercées sur les notables pour qu'ils votent contre la grève, les entreprises israéliennes ont annoncé que tout gréviste serait

considéré comme démissionnaire tandis que la Histradouth, le syndicat israélien annonçait qu'il ne couvrirait pas les grévistes. La police, elle continue son œuvre. Hamda Assad Abou Ramila est mort des suites d'une blessure par balle pendant que les parachutistes perquisitionnent sa maison.

Pendant ce temps à l'ONU, le représentant américain opposait une nouvelle fois son veto contre une décision condamnant la politique de judaïsation de Jérusalem et la répression dans les

territoires occupés. Ainsi, après avoir déclaré que la colonisation israélienne était illégale, les Etats-Unis renouvelaient leur appui à cette même politique.

Le dernier vote américain vient confirmer une chose : quelles que soient les pressions que les Etats-Unis ont pu faire sur Israël, pour qu'il fasse des concessions mineures, permettant des progrès américains dans les pays arabes, le fond de la politique de Washington reste le même : soutien au sionisme contre les peuples palestinien et arabes.



## toute la Palestine résiste à la colonisation

Accrochés à la terre : chassés de leurs maisons, les paysans de Galilée s'installant dans des grottes



Depuis quelques mois, les sionistes ont décidé de construire des colonies dans deux régions en Palestine : la Galilée et le Néguev. Face à cette politique, les paysans palestiniens s'organisent.

Une réunion des représentants des villages palestiniens a eu lieu récemment pour étudier les mesures à prendre pour s'opposer à la colonisation. La première mesure qui a été décidée, c'est de faire du 30 mars, la «journée de la terre». C'est le début d'une résistance collective, à l'échelle nationale, à l'occupation sioniste. La vaste mobilisation qui va avoir lieu à partir du 30 mars est le résultat d'un travail qui dure depuis des années.

Dans les villages palestiniens visés par la colonisation sioniste, des organisations clandestines sont créées : des «Comités de villages», «Comités de paysans», «Comités

de défense des terres» : toutes sont créées par des paysans.

Au Néguev aussi, ce sont les bédouins qui s'organisent. Les sionistes prétendent que les bédouins n'é-

taient pas dans la région en 1948, mais c'est absolument faux. Les bédouins se déplacent dans le Néguev même et l'organisation tribale leur permet de posséder des terres ; des «zones» existent pour telle ou telle tribu, et ils ont

besoin de cet espace pour leur bétail. La politique sioniste au Néguev c'est de transformer les bédouins, après l'expropriation des terres, en ouvriers des villes ou à les chasser de la Palestine.

Récemment, ils se sont organisés : 35 000 bédouins appartenant à plusieurs tribus ont formé une association pour s'opposer aux sionistes. En Galilée, plusieurs représentants de villages se sont regroupés pour le même but. Dans les villes aussi, les palestiniens s'organisent. A Akka, le «Comité populaire palestinien» est formé pour s'opposer aux expulsions pratiquées par les sionistes vis-à-vis des Palestiniens.

Le 30 mars est une journée importante pour le peuple palestinien car elle permettra à toutes ces organisations d'agir en commun, pour la première fois depuis 1948.

## Guadeloupe : GRÈVE DES PLANTEURS DE CANNE À SUCRE

Depuis le début de la campagne de récolte de la canne au mois de janvier, la grève mobilise tous les secteurs de la production sucrière. Le gouvernement a essayé de briser le mouvement en cédant aux revendications des ouvriers industriels, auxquels était accordée une augmentation de 5 %, et des ouvriers agricoles, qui ont vu leurs salaires légèrement augmentés.

Cependant les petits planteurs ont refusé de livrer la canne à sucre pour un prix inférieur au prix de revient. Le gouvernement a fixé le prix de la tonne de canne à 92 F et le préfet a annoncé « qu'il serait vain de penser que ce prix est susceptible d'être modifié ». Les petits planteurs, eux, exigent que la canne soit payée à 156 F la tonne. Ils proposent que les différents fonds d'aide soient utilisés pour payer la différence, notamment les 400 millions prévus comme aide à la suite de la sécheresse de 1974. Cet argent autrement reviendrait pour l'essentiel aux gros propriétaires fonciers car les petits planteurs qui ont été ruinés à ce moment ne veulent pas s'entêter encore en replantant de la canne dont les prix baissent sans cesse.

La détermination des petits planteurs a permis de rendre inefficace, jusqu'à aujourd'hui la tentative de division du gouvernement français. Des ouvriers qui travaillent pour les usines, soit dans les

champs, soit dans les fabriques, se sont mis en grève de solidarité. Les grèves des travailleurs de la canne, l'une des principales productions de la Guadeloupe, avec la banane, contribue ainsi à cimenter l'unité du peuple guadeloupéen contre le colonialisme français.

## Interdiction du meeting de l'UDP à Paris

La préfecture de police de Paris vient d'interdire, à la veille de sa tenue, le meeting annoncé par l'UDP, organisation de masse d'un des courants révolutionnaires portugais. Pour ce faire, la préfecture indique que l'UDP est représentée en France par le FRAP (espagnol), dont l'organisation en France vient d'être dissoute par le conseil des ministres. Il s'agit évidemment d'un amalgame sans autre fondement que l'indication du soutien du FRAP et d'autres organisations étrangères à ce meeting dans un tract d'appel de l'UDP. Il est bien clair, que personne, hors elle, ne représente l'UDP. Ce mauvais prétexte dissimule mal la volonté d'étouffer la voix des progressistes Portugais, à la veille des élections législatives du 25 avril.

## en bref... en bref...

**PAYS-BAS** : Le commando de Sud-Molluquois qui avaient pris un train en otage au mois de décembre dernier ont été condamnés à quatorze ans de prison.

**ESPAGNE** : Un communiqué de l'Union Militaire Démocratique a démenti les propos de l'un de ses porte-parole qui avait affirmé que l'UMD avait donné un délai de deux mois au gouvernement de Juan Carlos pour démocratiser le pays.

**MOSCOU** : L'ambassadeur américain a violemment protesté contre les nombreux coups de téléphone anonymes qui parviennent au personnel de l'ambassade les menaçant de mort. Ce sont les amabilités que s'échangent les deux grandes puissances : à New York, ce sont les bâtiments soviétiques qui sont plastiqués sans que cela émeuve la police new-yorkaise. S'il n'y avait la détente, on assisterait sans doute à de belles empoignades.

**RHODÉSIE** : les chefs d'Etat réunis à Lusaka ont terminé leurs entretiens sur la Rhodésie. Aucun communiqué n'a été publié, mais selon le président Nyeréré de Tanzanie, la rencontre a été très fructueuse. Selon des diplomates africains, les 4 chefs d'Etat ont décidé de soutenir la lutte armée au Zimbabwe (Rhodésie). Par ailleurs les services secrets américains auraient élaboré un rapport affirmant notamment que le régime rhodésien ne pourrait pas survivre à une guérilla, même si des troupes cubaines intervenaient.

**EGYPTE-URSS** : Dix jours après l'abrogation du traité d'amitié avec l'URSS, le journal Al Ahram, très proche du gouvernement affirme que l'Egypte est en droit de cesser de payer sa dette à l'URSS parce que l'URSS a interrompu toutes ses livraisons d'armes et refusé un accord sur le paiement de la dette. Cette dette s'élève à 4 milliards de dollars au moins.

# INTERNATIONAL

## IRAN

# IL Y A 25 ANS, LE PÉTROLE ÉTAIT NATIONALISÉ

Le 20 mars dernier, le peuple iranien fêtait le nouvel an. Cette année a vu naître une nouvelle «grande réforme» du chah. Le calendrier iranien était jusqu'à maintenant le calendrier musulman chiite. Ainsi, le 20 mars 1976 devait marquer le passage en l'an 1355. Mais grâce à cette réforme d'opérette impériale, le peuple iranien se voit transférer aujourd'hui en l'an...2535 ! 2500 ans pour marquer la durée de la dynastie monarchique de la Perse antique à l'Iran d'aujourd'hui, de Cyrus le Grand à Reza Chah (père du roi actuel), et 35 ans pour commémorer l'avènement de Mohammed Reza Chah, bourreau du peuple iranien, et la mise en application par celui-ci de «grandes réformes décisives pour l'Iran».

Mais pour le peuple iranien, le 20 mars a une toute autre signification : c'est en effet, sous la pression des masses, que le pétrole iranien était nationalisé en mars 51. Ce pétrole avait toujours excité la convoitise des impérialistes qu'ils soient américains ou anglais. En 1901, la Grande Bretagne arrachait la concession de l'exploitation pétrolière en Iran. En 1932, cette concession, accordée à l'Anglo Iranian Oil Company, était renouvelée pour 60 ans par Reza Chah, roi mis au pouvoir par les Anglais avec pour tâche l'écrasement dans

le sang de tous les mouvements révolutionnaires existants, et l'instauration d'un régime de terreur.

Mais, en 1941, pour maintenir leur domination, les Anglais sont amenés à «abdiquer» Reza Chah et à le remplacer par son fils Mohammed Reza, actuel souverain. Dès lors, les luttes populaires prennent à nouveau de l'ampleur pour s'opposer tout d'abord à la domination britannique, mais aussi aux visées impérialistes des Etats-unis. L'enjeu essentiel était le contrôle de la compa-

gnie qui avait la concession du pétrole. C'est une lutte acharnée qui s'engage entre le peuple iranien et l'impérialisme anglais, dont les agents au sein du régime sont puissants, puisqu'ils ont vu alors à leur tête le chah lui-même.

### LA LUTTE POPULAIRE POUR LA NATIONALISATION

La lutte pour la nationalisation du pétrole s'engage en 1945 mais prend surtout de l'ampleur en 1948. La lutte se mènera tout d'abord au niveau parlementaire puis au niveau des masses populaires. C'est le Dr Mossadegh, premier ministre d'Iran qui amènera le débat au niveau des masses après avoir constaté l'impossibilité d'en traiter au niveau du parlement, en grande majorité pro-britannique. L'Iran est alors le théâtre de vastes manifestations populaires ; partout défilés et rassemblements se succèdent. Ainsi soutenus par les masses populaires et particulièrement par les travail-

leurs des champs pétrolifères comme ceux d'Abadan, Mossadegh contraint la réaction à nationaliser le pétrole le 20 mars 1951.

### LES MANŒUVRES IMPÉRIALISTES

Face au mouvement populaire, les Anglais n'ont cessé de tenter des sabotages en bloquant les devises iraniennes dans les banques anglaises, en organisant un blocus économique, le sabotage de l'économie, et ceci en collaboration avec l'impérialisme US. Mais, sans succès, le gouvernement Mossadegh arrive malgré tout à développer l'économie nationale et continue la lutte avec le soutien des masses. Le chah qui avait été contraint à accepter cette nationalisation n'a qu'une envie, chasser Mossadegh. Plusieurs tentatives de coup d'Etat se succèdent : le 27 mai 52, Mossadegh est renversé, Kavam devient premier ministre. Mais la riposte populaire est si forte dans les rues pendant 4 jours que le chah

restitue Mossadegh dans ses fonctions. Le 16 août 1953, nouvelle tentative. C'est Nassiri, l'actuel chef de la SAVAK, qui apporte au chah la démission de Mossadegh, mais c'est de nouveau l'échec, le chah s'enfuit à Rome.

### LE COUP D'ETAT DE 53

Et le 19 août 1953, la C.I.A., ayant pris les choses en mains, le coup d'Etat mené par Zahedi Chah réussit.

Mossadegh est arrêté et jeté en prison. Mohammed Reza Chah revient, c'est le régime de terreur qui s'instaure, en particulier contre les militants du parti communiste (parti Tudeh) et contre tous les progressistes. C'est le Dr Fatemi, ministre le plus radical du gouvernement Mossadegh qui est exécuté en prison sur l'ordre de Ashraf Palhevi (sœur du chah). C'est Karim Pour Chirazi, journaliste progressiste du journal Choureh (Révolte) qui est brûlé dans sa prison. C'est l'exécution

de centaines d'officiers membres du parti Tudeh.

L'espoir de poursuivre la lutte qui animait le peuple fut voué à l'échec en grande partie du fait de la trahison du parti Tudeh.

Le chah, les mains libres, abandonnait alors la concession du pétrole au contrôle direct des Anglais et des Américains et s'engageait dans sa «politique de réforme» avec la révolution blanche à la campagne par exemple : le chah d'Iran se veut un héros national.

Aujourd'hui, encore, il s'engage dans des festivités destinées à célébrer le cinquantième de la dynastie Palhevi, celles-ci dureront toute l'année, elles seront un nouveau fardeau pour le peuple iranien, elles seront également le prétexte à un renforcement (si c'est possible !) du contrôle policier sous couvert d'organisation des fêtes.

Christine VAIVRE

# CINÉMA

## "L'ALPAGUEUR"

Belmondo, chasseur de primes !

Alpaguer, en argot, cela signifie : mettre le grappin sur quelqu'un. L'«Alpagueur», ici, est un chasseur de primes, mi-Zorro, mi-Robin des Bois, chargé par le cabinet du Ministre de l'Intérieur, de réaliser, moyennant une coquette rémunération, des opérations que la police officielle se montre incapable de mener à bien : élimination d'un réseau de trafiquants de drogue, arrestations de proxénètes soutenus par un commissaire de police véreux, etc... M. Poniatowski et ses super-cracks de la brigade anti-gangs devraient remercier l'auteur du film (P. Labro) de sa suggestion : voilà un bon moyen d'éviter les bavures qui ont fâcheusement terni la réputation de la police ces derniers temps. Hypothèse moins éloignée de la réalité qu'il n'y paraît ; il suffit de se rappeler les «barbouzes» et l'affaire Ben Barka pour constater que, dans le domaine politique, la police française n'a pas attendu Labro.

### UN WESTERN FRANÇAIS

Donc, J.P. Belmondo est l'alpagueur, superman capable de mille exploits, aussi à l'aise dans la conduite des voitures de sport que dans le maniement des armes à feu de gros calibre. Car Labro ne cache pas son goût pour le cinéma d'aventures et pour le cinéma américain en particulier. Ce n'est donc pas surprenant si l'«Alpagueur» fait penser, à plus d'un moment à un western : univers exclusivement composé d'hommes (aucune femme ne joue un rôle, même d'importance secon-

daire dans le film), où les rapports entre les individus oscillent de la haine à la complicité ; au niveau de la forme, c'est l'utilisation du ralenti, des très gros plans, d'une musique envahissante remplaçant le dialogue.

### INDIVIDUALISME

Du western, le film a d'ailleurs encore une autre caractéristique importante : c'est l'individualisme forcé de ses héros : l'Alpagueur ne rêve que de pouvoir s'acheter une île «au soleil loin de toute société». Le gangster, à la poursuite duquel il se lance, l'«Épervier», n'hésite pas à abattre froidement les témoins de ses méfaits et ne rêve que d'entasser des millions. Flics pourris, petits délinquants, tout ce beau monde ne vit que par et pour l'argent. Au milieu de cette bande de crapules, Labro s'efforce de nous rendre sympathique son héros. Il est le seul à faire preuve de temps en temps, d'un peu d'humanité ; il sauve à plusieurs reprises un jeune délinquant victime de l'Épervier ; on nous le montre habile, rusé, mettant tous ses adversaires dans sa poche. Il est le plus fort, le plus adroit, etc...

Vous avez compris : tout est fait pour que le spectateur d'origine populaire s'identifie au personnage de Belmondo, se sente son égal, et oublie l'exploitation qu'il subit pendant la durée du film. Pour qu'il oublie aussi toute cette idéologie réactionnaire véhiculée par les personnages, cette apologie de la force et de la violence individuelle, cet individualisme triomphant.

## ESPAGNE

# LA «LIBÉRALISATION», C'EST LA CENSURE !

Nous avons reçu une lettre d'un correspondant espagnol, nous donnant des informations sur la censure. En voici quelques extraits :

### LA CENSURE DE FRANCO

La situation particulière du cinéma espagnol à partir de l'arrivée au pouvoir de Franco repose sur l'existence de plusieurs censures :

- censure préalable du scénario
- censure postérieure du film terminé (images, bandes sonores, titres, publicité).
- censure exercée par la sélectivité de la production économique de l'Etat.
- S'ajoute à cela une censure linguistique. Il est interdit de passer un film dans une autre langue que le Castillan. D'où l'impossibilité aux minorités linguistiques d'avoir un cinéma dans leur propre langue ; d'où l'interdiction de projeter un film en version originale, en dehors des salles dites «especiales» (salles qui ne doivent pas avoir plus de 500 places, ni se trouver dans des villes de moins de 50 000 habitants ou dans des zones touristiques durant la saison creuse), qui ne touchent qu'un public restreint.

Cette censure du cinéma étranger a été une source continuelle de gags. Par exemple, dans la version espagnole de «Mo-

gambo», G. Kelly devient la sœur de son mari, pour éviter que sa «passion» pour C. Gable ne soit adultère, quitte à ce qu'elle entretienne avec ce soi-disant «frère» d'étranges relations incestueuses.

Les films étrangers rentrent donc au compte-goutte et selon l'humeur du moment. Interdictions totales ou coupures sont le lot quotidien des cinéastes espagnols.



Un flic veut empêcher les photographes de prendre les travailleurs se rendant au procès de Burgos en 1970. Depuis, ça n'a pas changé...

Les normes de la censure cinématographique (ordre ministériel du 6-2-63) indiquent, entre autres, qu'on interdira :

- «Les films qui incitent à la haine entre les peuples, les races ou les classes sociales ou qui défendent comme principe général la division et l'affrontement, dans l'ordre moral et social de certains hommes contre d'autres».
- «La justification du divorce comme institution,

### JUAN CARLOS, C'EST TOUJOURS LA CENSURE

Avec l'avènement de Juan Carlos, rien n'a changé. Aucune des normes de censure n'a été abolie. La «Junta de clasificación y censura» (décrets de 1962) se compose toujours :

- du directeur général du cinéma et du théâtre (président).
- du secrétaire général de

- la direction (vice-président), tous deux nommés par le chef de l'Etat.
- 1 secrétaire nommé par le ministre de l'information et du tourisme.
- 8 personnes nommées par le ministère de l'information.
- 1 personne nommée par le ministère de l'Education Nationale.
- 1 curé.

Les Espagnols ne verront pas entre autres : la Bête, Il pleut sur Santiago, la Grande Bouffe, la Bataille d'Alger, les Sentiers de la Gloire, etc. Carlos Duran s'est vu interdire le scénario «La mort de l'espérance», adaptation du livre d'E. Guzman qui, lui, a été publié en Espagne et qui raconte les derniers jours de la République Espagnole quand les Républicains attendaient des bateaux étrangers qui n'arrivèrent jamais.

Le problème qui se pose à l'heure actuelle est de réussir à se débarrasser de la censure traditionnelle, sans pour autant tomber dans une censure économique à la française. En effet certains cinéastes demandent comme première libéralisation l'abandon de la censure du scénario - ce que ne souhaitent pas les producteurs qui n'ont pas envie de mettre de l'argent dans un film qui ne sortira jamais.

# INTERNATIONAL

## Sénégal

# SENGHOR A LA RECHERCHE DE SON OPPOSITION PARLEMENTAIRE

Depuis quelques temps Senghor multiplie les déclarations, à l'occasion de ses nombreux voyages, sur son originalité en tant que dirigeant africain à admettre le multipartisme au Sénégal.

On peut s'étonner de ce revirement de la part d'un chef d'État qui règne en despote depuis sa prise de pouvoir lors de l'indépendance en 1960, lui qui a peu à peu éliminé toute possibilité d'expression légale de l'opposition, aussi bien au niveau des partis que des syndicats et qui a pratiqué systématiquement les emprisonnements, la torture et les assassinats. Un rapide tour d'horizon de la situation sociale et politique de ces dernières années au Sénégal est à même de l'expliquer.

### Le peuple se dresse

Les luttes populaires se sont multipliées dans toutes les catégories sociales : après la flambée des mouvements sociaux en 1968 qui se sont développés au sein de la jeunesse scolarisée et dans la classe ouvrière sénégalaise, l'agitation scolaire et universitaire s'est poursuivie en 69, 71, 73 et 74 tandis que les grèves se multipliaient dans tous les secteurs de la classe ouvrière.

- 1972 : grève de 6 mois à la SAR (Société Africaine de Raffinage).

- 1974 : grève des marins pêcheurs de la SOSAP (Société Sénégalaise d'Armement de Pêche), grève dans les mines de phosphates de Taïba, grève à la CSS (Compagnie Sucrière Sénégalaise).

- 1975 : de nouveau grève des marins pêcheurs de la SOSAP et récemment grève à l'ICOTAF (Industrie Cotonnière Africaine) et encore à la SOSAP, etc... etc....

Dans la paysannerie, on a vu se développer depuis quelques années une résistance de plus en plus vive à l'égard du pouvoir en place : refus grandissant de cultiver l'arachide, monoculture d'exportation imposée par l'impérialisme au détriment des cultures vivrières, en 1974 soulèvement paysan à Darou Mousty contre la collecte de l'impôt en période de famine, 1975 révolte paysanne à Kabrousse ou Casamance, de petits paysans cultivant le riz principalement, qui ont été sauvagement expropriés de leurs terres au profit du «Club Méditerranée», etc... etc....

Sur le plan politique, le PAI (Parti Africain de l'Indépendance) fondé en 1957 qui se réclamait du marxisme-léninisme mais



Manifestation d'étudiants au Sénégal

qui s'est très vite révélé être un authentique parti révisionniste, a été dissout en 1960 et est clandestin depuis cette date. Il a longtemps fait figure de seule force politique d'opposition organisée. Mais, depuis 1968, on assiste à la naissance, principalement dans la jeunesse scolarisée, de nouvelles forces révolutionnaires qui s'organisent dans la clandestinité. En 1973, un journal clandestin «Fils du Peuple» paraît à Dakar, puis en 1974 «Xarebi - La Lutte» paraît à son tour et en mars-avril 1975 se révèle être l'«organe de combat» de l'«organisation des ouvriers, paysans et intellectuels de type nouveau Ànd-Jéf». On se souvient

des vagues d'arrestations et des tortures qu'ont subies de nombreux patriotes sénégalais accusés d'appartenir à cette organisation.

### un fief de l'impérialisme français

Enfin, il faut rappeler, s'il en était besoin, à quel point le Sénégal est resté

principaux ministres. Aussi, la crise qui secoue actuellement notre impérialisme a-t-elle des retentissements importants au Sénégal : la France ne fait qu'accroître sa pression économique et le pillage auxquels elle soumet ses colonies et néocolonies pour tenter d'atténuer ses propres difficultés. En même temps elle cherche à se donner un visage plus libéral en définissant de nouveaux moyens d'assurer sa domination dans le cadre des nouveaux rapports de force qui lui sont imposés actuellement par la montée des peuples du Tiers Monde et les contradictions entre impérialismes en crise.

un pays soumis à l'impérialisme français : sur le plan économique, de nombreuses sociétés sont restées aux mains des Français, 99 % des grands moyens de production sont aux mains d'éléments étrangers, et bien que comme dans toutes les néo-colonies les capitaux français soient désormais en compétition avec ceux d'autres pays impérialistes (ceux de la CEE dont principalement l'Allemagne, Israël, etc...) on voit également l'arrivée récente de capitaux arabes (Iran et Koweït notamment), l'appareil d'État reste largement contrôlé par l'impérialisme français, par le biais de conseillers techniques qui encadrent les

C'est dans ce contexte qu'il faut voir la pseudo-démocratisation entreprise par Senghor : la montée des luttes populaires face à la dégradation du niveau de vie (le sac de riz de 100 kg qui coûtait 4 800 F CFA en 1972 passe à 6 000 F CFA en 1973 pour atteindre 10 000 F CFA actuellement, l'huile qui coûtait 100 F CFA le litre en novembre 73 coûte désormais 250 F CFA depuis mai 1975), la prise de conscience de plus en plus grande de la domination impérialiste, le développement de la lutte clandestine, enfin l'existence de contradiction au sein même de la classe dominante amènent le régime à ouvrir une soupape de sécurité en permettant, en juillet 1974, la création du PDS (Parti Démocratique Sénégalais) à l'initiative d'éléments de la bourgeoisie qui ne se reconnaissent plus dans l'UPS (Union «Progressiste» Sénégalaise, parti gouvernemental). Le PDS se voulait d'ailleurs plus un parti de «contribution» que d'opposition. Néanmoins, contrairement à ce qu'espérait Senghor, le PDS n'a pas répondu à ce qu'il attendait : les luttes ne font que s'accroître et se multiplier en même temps que se déchaîne la répression contre les mouve-

### DOCUMENT

Le «Rassemblement National Démocratique» proteste  
(Extraits)

(...)

Le projet de loi détermine les trois «courants de pensée» dont il est question comme étant «le courant de pensée libéral et démocratique», le «courant de pensée socialiste et démocratique» et le «courant de pensée marxiste-léniniste ou communiste». Il dispose également, ce second projet de loi, que le Ministre de l'Intérieur pourra prononcer la dissolution de tout parti autorisé qui ne se conformerait pas, dans ses documents ou les déclarations de ses organes, au courant de pensée qu'il est censé représenter.

M. Senghor a déjà déclaré publiquement que son Parti représente le courant «socialiste et démocratique» et que le PDS représente le «courant libéral et démocratique» ce que ce parti conteste vigoureusement.

M. Senghor est maintenant à la recherche de ses «marxistes-léninistes».

Ainsi toute cette construction politico-juridique qu'il se prépare à faire adopter par les Députés (tous UPS) et dont le caractère artificiel est évident, pourra lui servir de mauvais prétexte pour ne pas reconnaître notre Parti qu'il craint tant.

M. Senghor qui cherche à embellir, à bon compte son image de marque en créant une opposition sur mesure, inoffensive pour lui et pour le néocolonialisme, croit pouvoir également détourner le peuple travailleur, les cadres et les personnalités marquantes de notre pays de leur tâche commune qui est de s'unir et de lutter pour édifier, par la conquête démocratique du pouvoir, un Sénégal nouveau, réellement indépendant, véritablement démocratique et non-aligné.

Comme chacun au Sénégal, le sait, le Rassemblement National Démocratique est né pour être l'instrument de réalisation de cette grande tâche patriotique commune.

De quel droit, se demande-t-on, M. Senghor se croit autorisé à distribuer des étiquettes.

Au nom de quelle constance, lui qui est passé de l'idéologie des «Indépendants d'Outre-Mer» (d'obédience démocrate-chrétienne) au «socialisme démocratique», se croit-il autorisé à figer les partis dans des «courants de pensée» au contenu mal défini ?

### Une «drôle» de démocratie

ments clandestins (arrestations de nombreux patriotes, tortures, parodie de jugement devant la Cour de Sécurité de l'État).

Enfin, il y a peu de temps, naissait le RND (Rassemblement National Démocratique) qui se présente comme une organisation laïque, progressiste et largement ouverte aux masses sénégalaises. D'autre part, le PAI (Parti Africain de l'Indépendance) demande à son tour sa reconnaissance.

C'est alors que Senghor dépose un projet de loi devant l'assemblée nationale qui lui est totalement acquiescée. Ce projet limite à trois le nombre des partis pouvant exister au Sénégal (quatre sont actuellement sur les rangs), il définit les courants politiques que chacun d'entre eux devra représenter (socialiste-démocratique attribué à l'UPS, libéral-démocratique représenté par le PDS, selon Senghor, qui refuse cette étiquette, et «marxiste-léniniste» qui reste à attribuer). Enfin le même projet stipule que tout parti ainsi autorisé qui ne se conformera pas dans ses publications au courant de pensée qu'il est censé représenter, pourra être dissout par simple décret du ministre de l'in-

térieur et que si deux partis se réclament du même courant, c'est le plus ancien qui sera reconnu.

On a rarement vu conception aussi surprenante de la démocratie. Cette mascarade est la suite de la politique anti-démocratique et de répression que Senghor a toujours menée, lui qui vient d'adhérer, sous l'aile protectrice de Mitterrand, à l'Internationale Socialiste. Il faut aussi suivre avec attention ce qui va se passer au sujet du 3<sup>e</sup> parti à reconnaître : que se cache-t-il derrière la manœuvre qui consiste à vouloir à tout prix son parti «marxiste-léniniste» légal et qui semble bien se faire au profit d'un PAI dont on sait qu'il est totalement discrédité aux yeux des masses sénégalaises mais qu'il entretient des liaisons étroites avec le P«C»F (un représentant du PAI était présent au dernier congrès du P«C»F, à la dernière fête de l'Humanité où il avait un stand, mais ce n'est pas une nouveauté)..

Senghor qui ne recule devant rien en serait-il à vouloir créer l'«union de la gauche aux couleurs du Sénégal» ? Ce n'est qu'une hypothèse.

Mathy FAYE



# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

### Un effort financier de chacun

Voilà bientôt deux ans que nous attendions les allocations logement : à cette époque, ça nous aurait bien aidés, mais maintenant que nous avons un peu plus d'argent, nous avons décidé de les donner au Quotidien du Peuple, car nous savons qu'il a grand besoin d'un effort financier de chacun pour être plus efficace dans la lutte pour le socialisme.

Quatre lecteurs assidus (Lyon)

### Arrêté six fois à Barbès

Un camarade immigré de ma boîte m'a rapporté comment la bourgeoisie organise la chasse aux immigrés. Samedi dernier, à Barbès, M. a été arrêté six fois par les flics.

Après les papiers, ils l'ont cuisiné comme pour le provoquer, en exigeant qu'il lève les bras, pour le fouiller. Ils l'ont fait attendre vingt minutes, parce qu'il n'avait pas sur lui ses feuilles de paie, lui ont imposé de dire son adresse, alors qu'elle est sur ses papiers...

Non seulement aujourd'hui, les patrons ne veulent pas embaucher les travailleurs immigrés, mais encore ils font toutes les provocations pour arriver à les expulser, en prenant prétexte de leur révolte, pour organiser des campagnes racistes. Ils veulent aussi qu'ils en arrivent à penser : «je vais rentrer au pays».

Maintenant que les patrons les ont bien pressés, ils veulent les mettre dehors. Mais c'est la bourgeoisie que nous devons mettre dehors.

Corr, Meaux

### Au sujet de la cantine...

Il n'existe pas que des cantines qui fassent faillite, tel est l'exemple du CET et du lycée de Dourdan qui, l'année passée, ont fait plus de cinq millions d'AF de bénéfice. Celui-ci aurait dû normalement être destiné à l'aménagement de la cuisine, mais il est cependant purement et simplement passé dans les poches du rectorat. L'organisme de tutelle qu'est le rectorat l'a en effet directement piqué du compte, en compensation d'un autre compte du lycée, qui, lui, était déficitaire. Alors voilà, non seulement il n'a pas accordé de subventions pour le compte déficitaire, mais en plus il profite d'un bénéfice créé aux dépens des demi-pensionnaires. Gageons que les repas ne vont pas s'améliorer !...

Correspondant Dourdan

## COMMUNIQUÉ DE L'U.C.J.R.

**ERRATUM :** Le stage national de Pâques de l'U.C.J.R. ne débutera pas le dimanche 28 comme annoncé dans le Quotidien du Peuple, mais le lundi 29, le rendez-vous initial étant fixé ce jour de 9 H à 14 H au siège de «Rebelles», 57, rue Ordener (M<sup>o</sup> Marcadet).

Le programme initial est évidemment maintenu, avec ses rencontres, carrefours, discussions... etc...

Venez nombreux !

RÉUNION DES LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
Dimanche 28 mars à 10 h 00  
à la MJC de Boulogne  
152 rue de Silly - 92 BOULOGNE



Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 75 924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication : Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

## A PROPOS DE LA «BATAILLE POUR 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS A LA CGT »

Camarades,

Dans le cadre de la préparation du Congrès de l'Union Locale CGT de Bazancourt, qui aura lieu le 9 avril, et du 44<sup>e</sup> Congrès de l'Union Départementale CGT de la Marne, qui se déroulera les 17 et 18 juin prochains à Épernay, les militants de la vallée de la Suippe ont suivi une réunion d'information à Bazancourt. Perlot, secrétaire départemental permanent (et... membre du P«C»F !) y intervenait sur le «renforcement de la CGT». En fait, c'est une nouvelle étape de

l'offensive du P«C»F dans la CGT, à l'occasion de la «bataille pour les trois millions d'adhérents»... Il s'y est permis un appel aux cadres, soi-disant les plus exploités en 75, et voyait les masses comme base de manœuvre pour le Programme Commun : «Ce mouvement de renforcement des rangs de la CGT, doit être mené chez les ouvriers de la production, mais également chez les cadres, qui ont été en 1975 les plus exploités... C'est dans la masse, et avec elle, que nous devons mener la lutte pour la victoire du Programme Commun».

Dans la Marne, on note de plus en plus que le P«C»F passe à l'offensive dans la CGT, en cachant son drapeau. Les militants d'entreprise du P«C»F n'interviennent qu'en tant que syndicalistes CGT, très rarement en tant que P«C»F, sauf au moment d'élections comme les cantonales, en distribuant un tract. On a pu noter ces pratiques à Schlumberger, Marrelli, Reims Aviation...

Salutations fraternelles.  
Un camarade syndicaliste de Reims

*C'est un aspect important que la dénonciation des manœuvres du P«C»F pour se renforcer à la faveur du renforcement de la CGT. Mais, comme le soulignait, il n'y a pas si longtemps, un camarade de Fives Cail Babcock, que vont faire les révolutionnaires, dans le cours de cette campagne ? N'est-il pas juste d'aspirer à un renforcement du syndicalisme dans la CGT, mais sur des bases de lutte de classe ?*

*C'est ce à quoi répond une camarade déléguée CGT de Meurthe et Moselle :*

J'ai eu l'occasion en tant que déléguée CGT de participer à une journée d'étude concernant le renforcement. Après un rapport très lourd et très vague sur le Comité Confédéral National (CCN), le premier problème soulevé par nos «gentils animateurs» du stage fut : «Camarades, étant donnée l'usage du mot «campagne», nous vous demandons d'employer le terme «bataille» pour le renforcement». Mais pour nous, les délégués des travailleurs, l'important, ce n'est pas le terme employé mais le contenu, les perspectives que l'on donne aux travailleurs, le débat avec eux, pour qu'ils comprennent la nécessité d'un véritable syndicat de masse et de classe. Car, que veut dire renforcer la CGT ? Est-ce que c'est placer 600 000 cartes supplémentaires pour pouvoir annoncer : la CGT est le syndicat le plus fort ! (Nous n'avons que faire du triomphalisme). Est-ce que cela veut dire : atteignons les trois millions d'adhérents, comme cela on augmentera le nombre des votants pour le Programme Commun ? Comme le disait un dirigeant de l'U.D. à cette école : «De grandes luttes se préparent en France, nous allons vers de grands changements, et nous avons besoin que dans les usines, les travailleurs appuient le Programme Commun».



Ah ! on vous voit venir, messieurs les révisionnistes, avec vos gros sabots ! Mais, méfiez-vous, car nous ne renforcerons pas la CGT en discutant du Programme Commun, mais en ouvrant un large débat sur comment lutter contre le chômage partiel, contre les contrats, contre les licenciements, etc... pour une véritable défense de notre pouvoir d'achat en imposant l'augmentation unique pour tous (qui vous fait tant grimacer), en combattant l'augmentation en pourcentage. Bien sûr, nous demanderons aux travailleurs de pren-

dre la carte CGT et de payer régulièrement leurs timbres, et comme le disait une travailleuse à cette journée d'étude : «On ne fera rentrer les travailleurs qu'en proposant des perspectives concrètes, en montrant que des victoires ne sont possibles qu'avec leurs propositions, leur appui, leurs initiatives, en bref, s'ils prennent eux-même en main, les affaires du syndicat».

LE SYNDICAT C'EST L'AFFAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !  
Une déléguée CGT de longwy

## VIE QUOTIDIENNE

CHÂLONS SUR MARNE :

### Contre les tutelles et la répression

Madame M., qui vit seule avec trois enfants, ne touche en tout et pour tout que 750 F par mois. Elle est placée sous semi-tutelle et ce service faisait jusqu'à maintenant le paiement de son loyer. Du moins, le croyait-elle, car depuis sept mois, il a cessé de payer sans la prévenir. Madame M. se retrouve donc avec sept mois d'arriérés, et on refuse de lui donner la clé du nouvel appartement qu'on lui a promis si elle ne paie pas. Comme elle doit quitter rapidement son ancien appartement, que le gardien lui-même qualifie de taudis (où doit être relogée une famille de douze personnes !), Madame M. risque de se retrouver à la rue avec ses trois enfants.

N'ayant plus rien pour nourrir sa famille, elle est allée voir cette

semaine l'assistante sociale. Tout ce qu'on a trouvé à lui donner, c'est un bon de 50 F. à toucher par l'intermédiaire du Secours Catholique !

Le Comité de Lutte Contre le Chômage du quartier Schmidt a décidé d'organiser avec Madame M. et les habitants du quartier, une délégation à la mairie pour exiger les clés du nouvel appartement, une aide financière conséquente et le déménagement payé par la mairie. Le Comité de Lutte Contre le Chômage a aussi engagé la lutte contre la répression des gardiens flics de la mairie dont certains vont jusqu'à giffler les ménagères qui ne balayent pas leur trottoir ou oublient de rentrer leur poubelle.

Corr. CLCC Châlons

chaque jour, la parole à ceux qui luttent

le quotidien du peuple

Cette semaine HOPITAUX

LA MEDECINE A LA CHAINE

DABOUT

UN PEUPLE CONTRE UNE BASE MILITAIRE

Reportage de notre envoyé spécial

POUR FAIRE CONNAITRE LE QUOTIDIEN DU PEUPLE PASSEZ VOS COMMANDES DES AUJOURD'HUI DE CETTE AFFICHETTE  
BP 225  
75924 PARIS Cédex 19

# BLOC-NOTES

# TÉLÉVISION

## Juridique

### LES SAISIES (4) la saisie des meubles

Si le créancier n'obtient pas le paiement qu'il exige au moyen de la saisie-arrêt, il dispose d'autres moyens. Il peut faire saisir les meubles de son débiteur. C'est ce qu'on a pu appeler un vol légal.

**La procédure :**

Tout d'abord, comme la saisie-arrêt, la saisie-exécution doit avoir pour origine une créance certaine, liquide et exigible.

**Le jugement :**

Pour pouvoir saisir, le créancier doit d'abord obtenir un jugement condamnant son débiteur à lui payer la somme qui lui est due. Cette somme sera donc grossie des frais de justice. Première augmentation.

**Le commandement :**

Dans ce commandement, l'huissier signifie au débiteur le jugement qui l'a condamné (c'est-à-dire qu'il le porte à sa connaissance). Il mentionne la somme qui est due et à valeur d'ordre de payer. Ce commandement fait courir les intérêts moratoires : c'est-à-dire que la somme due sera majorée d'un certain taux d'intérêt en fonction du retard dans le paiement. Le taux d'intérêt est actuellement de 8 %. La somme est majorée une seconde fois : cette fois-ci c'est le prix du commandement d'huissier qu'il faut compter. La saisie peut avoir lieu un jour franc après le commandement. La

plupart du temps, les créanciers ne laissent donc que 24 H pour trouver l'argent qu'on n'avait pas pu trouver auparavant.

**Le procès-verbal de saisie :**

L'huissier se présente pour saisir. Il peut le faire même s'il n'y a personne. Si les portes sont fermées, il se fait assister par un commissaire de police et par un serrurier. Le commissaire devra l'accompagner jusqu'à la fin de la saisie. Par contre, il est interdit au créancier d'assister aux opérations.

Une fois entré, de gré ou de force, l'huissier doit proposer une dernière fois au débiteur, s'il est présent, de payer. Puis, il rédige le procès-verbal de saisie, qui est l'inventaire des objets contenus dans chaque pièce, des meubles et de leur contenu. L'huissier désigne alors un gardien, pour que les objets saisis ne soient pas emportés ailleurs par le débiteur.

Si l'huissier ne trouve rien ou ne trouve que des objets insaisissables, il ne lui reste plus qu'à dresser un *procès-verbal de carence*, qui constate qu'il n'a rien pu saisir.

Le débiteur ne peut plus disposer des meubles qui ont été saisis, bien qu'ils demeurent chez lui. Il risque d'être poursuivi pour vol. En effet, il est encore théoriquement propriétaire des biens saisis, mais il n'en a plus la possession. Il faut ajouter

que la somme due s'est encore accrue car tout ce joli monde ne se déplace pas gratis (huissier, commissaire, serrurier)

**La vente :**

Celle-ci ne peut avoir lieu qu'au moins 8 jours après la saisie elle-même. Ensuite le saisi reçoit la *signification de vente* (36,40 F de plus à sa charge). Une petite affiche annonçant cette vente est placée sur la maison.

On procède alors au *recouvrement* des meubles, c'est-à-dire qu'on vérifie qu'aucun de ceux qui se trouvaient dans le procès-verbal de saisie n'ont disparu. Puis on enlève les meubles. Parfois le saisi ne reçoit même pas la signification de vente et trouve sa maison vide en rentrant chez lui.

Les meubles sont vendus aux enchères par un commissaire priseur. Il propose un prix et la plus forte enchère l'emporte. Mais il arrive qu'il ne trouve pas preneur à ce prix. En ce cas, il baisse le prix jusqu'à ce qu'il trouve un acheteur. Ce qui fait que des meubles peuvent être vendus au dixième ou au centième de leur valeur. Il peut être nécessaire de vendre des meubles d'une valeur de 6.000 F au plus pour payer une dette de 300 F. Il est vrai aussi que la plupart du temps la somme a beaucoup augmenté au cours de la procédure : il n'est pas rare qu'elle ait plus que doublé.

**Les impôts :**

Pour les impôts, c'est bien plus simple : le fisc n'a même pas besoin de jugement pour saisir. Il établit lui-même ses titres exécutoires. On n'est jamais si bien servi que par soi-même...

Demain, nous verrons qu'il est possible de résister aux saisies et comment le faire.  
Yves BEAUMONT

## Programme

SAMEDI 27 MARS

**TF 1**

14 h 25 - Samedi est à vous  
18 h 50 - Magazine auto-moto  
19 h 20 - Actualités Régionales

19 h 45 - La vie des animaux : les oiseaux de proie  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Numéro 1 : Mireille Mathieu

21 h 30 - Nouvelles de Henry James : «L'auteur de Beltraccio»  
22 h 35 - A bout portant : J.-C. Monteils  
20 h 30 - Journal

**A 2**

14 h 05 - Samedi dans un fauteuil  
18 h 00 - Clap - magazine du cinéma  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 45 - Y'a un truc  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Robert Macaire mélodrame  
22 h 05 - Dix de der  
23 h 35 - Journal  
23 h 50 - Les 13 coups de minuit ou une heure de perdue Emission de J. Artur

**FR 3**

19 h 05 - Programmes régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une heure, un événement  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Thalassa : magazine de la mer : le droit de la mer  
20 h 20 - Football - France-Tchécoslovaquie  
22 h 10 - Journal

## CINEMA

**ROYAN : CINÉMA DE CHINE ET D'ASIE DU SUD-EST**

Poursuivant sa présentation du cinéma du Tiers-Monde engagée en 1913 par un film sur la lutte du peuple vietnamien et prolongée par des films d'Amérique latine (1974) et du Moyen-Orient (1975), le Festival de cinéma de Royan est consacré cette année au cinéma de Chine et d'Asie du Sud-Est.  
Dimanche 28 mars : Cambodge, Laos et Corée du Nord  
Lundi 29 : Indonésie, Birmanie et Mongolie  
Mardi : Corée du Nord, Vietnam  
Mercredi : Vietnam  
Jeudi : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines  
Vendredi 2 avril et Samedi 3 : Chine.

Joris Ivens, à qui le Festival est dédié, présentera «400 millions» tourné en Chine en 1939, et consacré à la lutte anti-japonaise (vendredi 2 avril) ainsi que «Indonésias Calling» (1946) produit par le syndicat des dockers australiens (lundi 29 mars). Des débats se tiendront régulièrement après les séances de 14h. et 21h. Notons la présence de 3 réalisateurs chinois et de deux cinéastes coréens. Une exposition «Images du peuple chinois» est également prévue.

**Films à voir à Paris :**

COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES  
4 salles - 4 programmes différents  
● Git-le-Cœur ● St André des Arts  
● St Séverin ● Quintette  
Films de Joris Ivens et Marceline Loridan

## Feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

**RÉSUMÉ :**

E. Snow vient d'évoquer l'influence exercée par la Révolution d'Octobre et l'Union Soviétique dans la transformation révolutionnaire de la Chine.

54<sup>e</sup> ÉPISODE  
L'IDÉOLOGIE COMMUNISTE

**NOUVELLE CONCEPTION DE LA SOCIÉTÉ**

Il me sembla que ces concepts avaient déjà prouvé qu'ils pouvaient changer l'attitude chinoise. Je n'ai jamais souffert d'aucune xénophobie dans l'attitude des Rouges à mon égard. Ils étaient assurément anti-impérialistes, et un capitaliste américain ou européen aurait pu se sentir mal à l'aise avec eux, mais pas plus qu'un propriétaire chinois ou qu'un comprador de Changhaï. Le préjugé de race paraissait s'être entièrement sublimé en un antagonisme de classe qui ne connaissait pas de frontières nationales. Même leur agitation anti-japonaise n'était pas dirigée contre les Japonais sur une base raciale. Dans leur propagande, les Rouges mettaient toujours en évidence le fait qu'ils s'opposaient seulement aux militaristes, capitalistes et «autres oppresseurs» nippons et que les masses japonaises étaient leurs alliées potentielles. En fait, ils tiraient un grand encouragement de cette conviction. Ce transfert à un plan d'antagonisme plus élevé du préjugé national tenait sans doute dans une large mesure à l'éducation que des dizaines de chefs rouges avaient reçue en Russie, où ils avaient suivi des cours à l'Université Soen Yat-sen ou de l'Université des Travailleurs orientaux ou de l'Académie rouge ou de toute autre école pour la formation

internationale des cadres du communisme, avant de rentrer comme moniteurs de leurs propres compatriotes.

**INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN**

Un exemple de cet esprit d'internationalisme était l'intérêt profond avec lequel les Rouges suivaient les événements de la guerre civile en Espagne. Les bulletins paraissaient dans la presse, étaient affichés dans les salles de réunion des soviets de village et communiqués aux troupes du front. La section politique donnait des conférences spéciales sur la cause et la signification de la guerre d'Espagne et le «Front populaire» était mis en parallèle avec le «Front commun» en Chine. On organisait de grands meetings et des démonstrations populaires et l'on encourageait les discussions publiques. On était parfois très surpris de trouver, même au fond des montagnes, des paysans qui possédaient quelques notions rudimentaires de choses telles que la conquête italienne de l'Abyssinie et l'invasion germano-italienne de l'Espagne et qui parlaient de ces puissances comme des alliés fascistes de leur ennemi le Japon ! En dépit de leur isolement géographique, ces rustauds en savaient beaucoup plus au sujet de la politique mondiale, grâce aux nouvelles de la radio, aux journaux muraux et aux conférenciers propagandistes communistes, que la population rurale de toute autre partie de la Chine. (...)

Aucune difficulté n'a pu détruire la cohésion interne, l'unité du Parti Communiste Chinois.

**ÉCHEC DES TENTATIVES DE DIVISION**

Ce phénomène, cette solidarité «non chinoise» de nature est le résultat d'une nouvelle conception de la société regardant celle-ci comme l'arène d'une lutte pour la domination entre forces de classes, une lutte dans laquelle la force la plus cohérente, la plus compacte, la plus tenace et la plus dynamique, la plus consciemment résolue devait remporter la victoire. Et cette solidarité expliqua dans une large mesure, sinon leur victoire, du moins le fait qu'ils aient pu survivre.

Si Nankin avait été capable à un moment quelconque de diviser leur force politique et militaire en factions antagonistes comme il le fit avec tous les autres groupes d'opposition et comme Tsiang Kai-chek le fit avec ses propres rivaux pour le pouvoir à l'intérieur du Kouomintang, la tâche de répression du communisme aurait pu se voir couronnée de succès. Mais ses tentatives échouèrent. Ainsi, il y a quelques années, Nankin essaya d'utiliser la controverse de retentissement mondial entre Staline et Trotsky pour diviser les communistes chinois, mais quoique de soi-disant «trotskistes» chinois eussent fait leur apparition, ils se firent un renom d'espions et de traîtres — beaucoup d'entre eux ayant été conduits par la logique de leurs positions à se joindre aux Chemises Bleues et à dénoncer à la police d'anciens camarades —, ne purent jamais développer leur influence sur les masses ou obtenir leur adhésion et restèrent un curieux conglomérat d'intellectuels cyniques et isolés. Ils se montrèrent en tout cas incapables d'exercer sur la conduite du Parti communiste une menace sérieuse d'éclatement.

(à suivre)

28 mars 1871 - Proclamation de la Commune

« CETTE RÉVOLUTION QUI PASSE TRANQUILLE ET BELLE COMME UNE RIVIÈRE BLEUE », Jules Vallès.

## LE DRAPEAU ROUGE FLOTTE SUR L'HÔTEL DE VILLE

par Paule SACONNET

« Le soleil s'est fait communard. Le temps est splendide. Une brise printanière agite le drapeau rouge qui flotte, joyeux, sur l'Hôtel-de-Ville » raconte l'instituteur communard, Gustave Le français.

En effet, dans la nuit du 18 au 19 mars, les généraux, affolés, ont replié leurs troupes - celles du moins qui n'avaient point fraternisé avec les gardes nationaux - dans la plus grande hâte, en direction de Versailles, où siège l'Assemblée nationale. Thiers et son équipe de ministres et de hauts fonctionnaires ont fui avec la même célérité apeurée.

Le 19 au matin, Paris se réveille libre. Certes, à un siècle de distance, quand on sait qu'à Versailles le sinistre Thiers ne disposait que de 12 000 hommes pour défendre le pouvoir de la bourgeoisie, on n'hésite pas : la seule chose à faire était d'aller en force nettoyer le repaire versaillais. Et de trancher simultanément l'autre nerf de l'ennemi, les ressources financières, en s'emparant de la Banque de France.



Thiers, « le perroquet à lunettes », comme l'appelle Vallès, se replie à Versailles.

### « la tradition était rompue »

Mais le 19 mars 1871, les choses n'étaient pas aussi simples. D'abord, qui s'était installé à l'Hôtel-de-Ville ? Le Comité Central de la Garde Nationale, c'est-à-dire les délégués élus des bataillons organisés dans chaque quartier. Ce Comité ne se jugeait pas légalement investi du pouvoir par des élections en bonne et due forme. Le seul fait qu'il ose gérer les affaires publiques à titre provisoire était déjà un acte révolutionnaire.

Le Communard Arthur Arnould souligne bien le caractère exceptionnel de cet événement :

« A l'Hôtel-de-Ville, il y avait des hommes, dont personne ne connaissait les noms, parce que ces hommes n'avaient qu'un nom :

### LE PEUPLE !

La tradition était rompue. Quelque chose d'inattendu venait de se produire dans le monde.

Pas un membre des classes gouvernantes n'était là.

Une Révolution éclatait qui n'était représentée ni par un avocat, ni par un député, ni par un journaliste, ni par un général. A leur place, un mineur du Creusot, un ouvrier relieur, un cuisinier, etc. etc.

Un pareil fait se produisant dans Paris révélait une situation sans précédent.

Dans le livre de l'Histoire, on avait tourné une page, on entamait un nouveau chapitre. »

### Plus de ministres, mais des commissions

Et l'une des premières mesures de ce peuple au pouvoir fut une mesure démocratique : convoquer aux urnes tous les Parisiens pour élire des représentants.

D'ailleurs, la situation à l'intérieur même de la capitale restait complexe. En effet, plusieurs maires et députés, des républicains bourgeois élus en février - dont le maire de Montmartre, Clémenceau - n'acceptent pas la gestion du Comité Central et se considèrent, eux, comme les vrais représentants du peuple. Des séances dramatiques ont lieu ; l'enjeu est essentiel, puisque ces représentants « légaux » tiennent plusieurs quartiers de Paris.

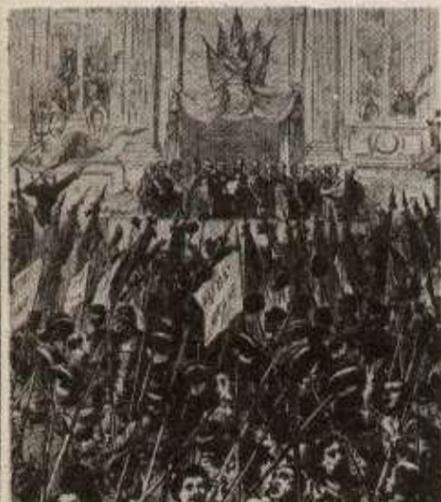
Mais le Comité Central tient bon dans sa légalité populaire : il ne cède ni l'Hôtel-de-Ville, ni le pouvoir.

Et dès ce 19 mars, il va prendre les mesures d'urgence nécessaires : suspension

de la vente des objets engagés au Mont-de-Piété, prorogation d'un mois des échéances... Il met en place un système de gestion révolutionnaire : plus de ministres, mais des Commissions de plusieurs membres à responsabilité collective. Et ces nouvelles structures de pouvoir vont se révéler très efficaces puisque dès ce 19 mars, l'essentiel de l'énorme machine administrative (en partie sabotée par Thiers avant son départ) se remet à fonctionner : paiement de la solde des Gardes Nationaux, parution du Journal Officiel...

Autre innovation d'importance : le Comité Central développe une politique de large information au jour le jour par des affiches, des circulaires, des articles publiés dans le J.O.. Le nouveau pouvoir ne s'enveloppe plus de mystère, il veut gouverner au grand jour.

### « Descendre tête haute les marches de l'Hôtel-de-Ville »



Lissagaray, l'historien communard, fait un bilan des dix jours de gestion du Comité Central :

Ils pouvaient « descendre tête haute les marches de l'Hôtel-de-Ville » ces sans-noms qui venaient d'ancre à port la Révolution du 18 mars. Nommés

uniquement pour défendre la République, jetés à la tête d'une révolution sans précédent, ils avaient su résister aux impatients, contenir les réactionnaires, rétablir les services publics, nourrir Paris, déjouer les pièges, profiter des fautes de Versailles et des maires, et, tirillés en tous sens, côtoyant à chaque minute la guerre civile, négocier, agir, au moment et à l'endroit voulus. Ils avaient su accoucher l'idée du jour, limiter leur programme aux revendications municipales, amener la population entière aux urnes. Ils avaient inauguré une langue vigoureuse, fraternelle, inconnue aux pouvoirs bourgeois.

Et ils étaient des obscurs, presque tous d'instruction incomplète, quelques-uns des exaltés. Mais le peuple pensa avec eux, leur envoya ces bouffées d'inspiration qui firent la Commune de 92-93 grande. Paris fut le brasier, l'Hôtel-de-Ville la flamme. Dans cet Hôtel-de-Ville où des bourgeois illustres avaient accumulé trahisons sur déroutes, des premiers venus trouvèrent la victoire pour avoir écouté Paris.

Cette attitude ferme et réaliste lui rallie les forces de gauche ; le 22, il a l'appui des socialistes des «Vingt arrondissements». Le lendemain, l'Association Internationale des Travailleurs se met à ses côtés et rédige un manifeste-programme en invitant la population à participer aux élections.

Fort de ces appuis, le Comité Central raidit ses positions : « considérant que la situation réclame des mesures rapides... les pouvoirs militaires seront remis aux délégués Brunel, Eudes, Duval. Ils ont le titre de généraux et agiront de concert, en attendant l'arrivée du général Garibaldi, acclamé comme général en chef ».

Il est alors procédé à la liquidation des derniers foyers réactionnaires, en particulier la mairie du 11ème arrondissement. Voyant la

situation se retourner, les opposants ou bien pactisent avec «les insurgés», ou bien quittent la capitale pour se réfugier à Versailles.

Le 25 mars, le Comité Central convoque par affiches les électeurs pour le lendemain, dans sa volonté de s'effacer devant les futurs élus du peuple.

Bien peu de temps donc pour préparer ces élections. Pourtant, certaines organisations, comme L'Internationale, certains comités de quartier proposèrent, par voie d'affiche, des programmes, montrant leur volonté de remise en question radicale des structures du pouvoir, ainsi qu'on peut le voir à travers l'extrait du texte élaboré par le Comité du XIème arrondissement.

### PROGRAMME DU COMITÉ DU 11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT (EXTRAITS)

- Politique  
L'Etat, c'est le peuple se gouvernant lui-même, par une convention nationale composée de mandataires révocables, nommés par le suffrage universel direct, organisé ; le peuple se réservant la discussion et la sanction de toutes constitutions et lois organiques.

- Travail, production, répartition  
Le travail collectif devra être organisé ; le but de la vie étant le développement indéfini de notre être physique, intellectuel et moral, la propriété est et ne doit être que le droit de chacun à participer (en raison de sa coopération individuelle) au fruit collectif du travail de tous, qui forme la richesse sociale (...).

- Fonctions publiques (responsabilité)  
Les fonctionnaires de la République doivent être responsables à tous les degrés de tous leurs actes. Toutes fonctions publiques, nationales ou communales doivent être temporaires, électives et accessibles à tous, selon les aptitudes et capacités reconnues, constatées par examens (...).

- Défense nationale  
Tous les citoyens, sans distinction, se devant à la défense du territoire national, les armées permanentes seront supprimées.

- Justice, magistrature  
La Justice, devant être accessible à tous, sera gratuite (...). Le principe du jury sera appliqué à toutes les juridictions (...). Le système pénitentiaire devra avoir pour but l'amélioration du coupable.

### L'ouvrier relieur Eugène Varlin élu dans trois arrondissements

Malgré les prophéties de Thiers, «le nabot monstrueux», comme l'appelle Marx, les élections du dimanche 26 mars eurent lieu dans le plus grand calme et dans la plus grande liberté. La preuve, c'est qu'il y eut de nombreuses candidatures bourgeoises et qu'une quinzaine de ces candidats furent élus, ils s'empressèrent d'ailleurs pour la plupart de se retirer, ne voulant point compromettre leur carrière ; en siégeant aux côtés des «partageux».

On avait décidé d'élire 90 conseillers, soit 1 par 20.000 habitants ; en conséquence des quartiers populaires comme le 11ème et le 18ème arrondissements eurent chacun 7 représentants. Les votes se portèrent massivement vers ceux qui depuis des années luttèrent pour faire triompher la révolution ; ainsi l'ouvrier relieur Eugène Varlin, un des membres les plus actifs de l'Internationale, fut élu dans trois arrondissements, regroupant sur son nom le dixième des voix de tous les électeurs parisiens.

## QUELLE JOURNÉE!

Jules VALLÈS - *Le Cri du Peuple*

«Quelle journée !

«Ce soleil tiède et clair qui dore la gueule des canons, cette odeur de bouquets, le frisson des drapeaux, le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et belle comme une rivière bleue ; ces tressaillements, ces leueurs, ces fanfares de cuivre, ces reflets de bronze, ces flambées d'espoir, ce parfum d'honneur, il y a là de quoi griser d'orgueil et de joie l'armée victorieuse des républicains.

«O grand Paris !

«Lâches que nous étions, nous parlions déjà de te quitter et de nous éloigner de tes faubourgs qu'on croyait morts !

«Pardonnez-moi, patrie de l'honneur, cité du salut, bivouac de la Révolution !

«Quoi qu'il arrive, dussions-nous être de nouveau vaincus et mourir demain, notre génération est consolée ! Nous sommes payés de vingt ans de défaites et d'angoisses.

«Clairons ! sonnez dans le vent ! Tambours ! battez aux champs !

«Embrasse-moi, camarade, qui as comme moi les cheveux gris ! Et toi, marmot, qui joues aux billes derrière la barricade, viens que je t'embrasse aussi !

«Le 18 mars te l'a sauvé belle, gamin ! Tu pouvais, comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de honte, avoir l'indécible douleur des déshonorés !

«C'est fini !

«Nous avons saigné, et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage.

«Fils des désespérés, tu seras un homme libre !».

DANS  
«LA GUERRE CIVILE  
EN FRANCE», MARX  
ÉCRIT À PROPOS  
DU COMITÉ CENTRAL :

«Dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité Central commet, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles alors entièrement sans défense, et en ne mettant pas ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux. Au lieu de cela, on permet encore au parti de l'ordre d'essayer sa force aux urnes, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres échangeaient de douces paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grommelant du fond du cœur le serment de les exterminer».